Marc OUIMET

CRIMINOLOGUE, ÉCOLE DE CRIMINOLOGIE,
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

(1998)

“L’agression sexuelle, la violence
conjugale et les infractions aux lois
sur les drogues: *portrait statistique*”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marc OUIMET

“L'agression sexuelle, la violence conjugale et les infractions aux lois sur les drogues: portrait statistique”.

Montréal : Centre international de criminologie comparée, 12 avril 1998, 66 pp.

M Marc Ouimet, criminologue, nous a accordé le 11 septembre 2006 son autorisation de diffuser électroniquement cet article.

Courriel : marc.ouimet@umontreal.ca ou ouimetm@ere.umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 21 novembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

1. [Introduction](#)
2. [Informations sur les sources de données](#)
 - 2.1. [Sondages de victimisation](#)
 - 2.2. [Sondage sur la violence faite aux femmes](#)
 - 2.3. [Enquête Santé-Québec](#)
 - 2.4. [Système de la déclaration uniforme de la criminalité](#)
 - 2.5. [Rapports d’événements policiers informatisés](#)
 - 2.6. [Banque de données DACOR](#)
3. [Panorama de l’agression sexuelle et des agresseurs sexuels au Québec](#)
 - 3.1. [Les informations issues des sondages](#)
 - 3.1.1. [Le sondage canadien de victimisation de 1992](#)
 - 3.1.2. [L’enquête sur la violence faite aux femmes](#)
 - 3.1.3. [L’enquête santé Québec](#)
 - 3.2. [Les données issues de la déclaration uniforme de la criminalité](#)
 - 3.2.1. [L’évolution entre 1962 et 1996](#)
 - 3.2.2. [L’évolution récente des agressions sexuelles \(1990-1996\)](#)
 - 3.2.3. [Comparaison des taux d’agressions sexuelles dans l’espace](#)
 - 3.3. [Les données issues des rapports d’événements criminels informatisés](#)
 - 3.4. [Les données issues du système DACOR](#)
 - 3.5. [Les agresseurs sexuels admis au centre régional de réception](#)
4. [Données quantitatives sur la violence conjugale](#)
 - 4.1. [Les informations issues des sondages](#)
 - 4.1.1. [Le sondage canadien de victimisation de 1992](#)

- 4.1.2. [L’enquête sur la violence faite aux femmes](#)
 - 4.1.3. [L’enquête Santé-Québec](#)
- 4.2. [Les données issues de la déclaration uniforme de la criminalité](#)
 - 4.2.1. [Les données issues des rapports d’événements criminels informatisés](#)
 - 4.2.2. [L’évolution entre 1988 et 1995](#)
 - 4.2.3. [Comparaison de violence conjugale dans l’espace urbain](#)
- 4.3. [Les données issues du système DACOR](#)
- 5. [Données générales sur l’alcool, la drogue et la criminalité](#)
 - 5.1. [Les informations issues des sondages](#)
 - 5.1.1. [L’enquête sur la violence faite aux femmes](#)
 - 5.1.2. [L’enquête Santé-Québec](#)
 - 5.2. [La déclaration uniforme de la criminalité](#)
 - 5.2.1. [L’évolution des infractions liées aux drogues](#)
 - 5.2.2. [Les variations dans l’espace](#)
 - 5.2.3. [Les données issues des rapports d’événements](#): les crimes commis
 - 5.2.4. [Les données issues des rapports d’événements](#): la consommation d’alcool par le contrevenant
 - 5.3. [Les informations issues du système DACOR](#)

Marc Ouimet

**“L’agression sexuelle, la violence conjugale et les infractions
aux lois sur les drogues: portrait statistique”.**

Montréal : Centre international de criminologie comparée,
12 avril 1998, 66 pp.

1. Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Ce rapport s’inscrit dans une plus vaste étude menée par des chercheurs du Centre International de Criminologie Comparée (Lemire, Brochu, Rondeau et Proulx). Il vise à quantifier et décrire les phénomènes de violence conjugale et de violence sexuelle, de même qu’à fournir des indications sur le volume d’infractions et de personnes prises en charge par le système correctionnel relativement à des infractions aux lois sur les drogues. L’objectif est donc de connaître les pratiques actuelles et l’évolution des pratiques d’application de la loi. Ce rapport est divisé en trois sections, soit l’examen des données relatives à l’agression sexuelle et aux agresseurs sexuels, les données relatives à la violence conjugale et les données relatives aux drogues illicites. Les données présentées sont essentiellement des données originales, c’est-à-dire issues d’analyses que nous avons mené à partir de banques de données disponibles. Règle générale, les données déjà publiées par différents organismes ne seront pas incluses dans ce rapport.

Il convient de mentionner que la rédaction de ce document a principalement servi à fournir des explications sur la provenance, la nature et le traitement des données. Il n'était pas de notre mandat d'interpréter substantivement les résultats présentés. L'objectif est donc d'informer le lecteur sur un certain nombre de réalités empiriques émanant des diverses banques de données disponibles.

Au fil des pages de ce rapport, seront utilisées les données provenant des sources suivantes:

- Sondages de victimisation;
- Sondage sur la violence faite aux femmes;
- Enquête Santé-Québec;
- Système de la Déclaration Uniforme de la Criminalité;
- Rapports d'événements policiers informatisés (pour le Québec et Montréal);
- Banque de données DACOR.

Certaines sections sont plus détaillées que d'autres. Cela tient au fait que les problématiques abordées se distinguent nettement au plan de la quantité et de la qualité des informations disponibles.

Nous nous devons d'effectuer une mise en garde générale concernant les résultats présentés. Les données présentées dans ce rapport sont issues d'analyses succinctes des banques de données disponibles. Certaines de ces banques de données sont fort complexes et nécessiteraient un investissement de temps et d'argent considérable pour être en mesure de proposer des paramètres indiscutables. Nous avons aussi choisi de généraliser à partir des données lorsque cela était possible, même si dans certains cas l'échantillon utilisé était trop petit pour garantir la validité des estimés de prévalence proposés. Or, compte tenu des contraintes de temps et d'argent, nous pensons qu'il est tout de même utile de proposer des données réalistes sur les divers phénomènes examinés. Il faut donc considérer globalement la masse de données présentées.

2. Informations sur les sources de données

[Retour à la table des matières](#)

Cette section décrit les caractéristiques générales de chacune des sources de données utilisées dans cette étude. Ces sources de données permettent de couvrir l’essentiel du problème criminel, soit la prévalence des crimes, le nombre de crimes déclarés et le nombre de personnes incarcérées. Il n’existe cependant pas de données suffisamment détaillées sur le cheminement judiciaire des causes, soit par exemple, le nombre de condamnations pour tel ou tel crime, la distribution des sentences, etc.

2.1 Sondages de victimisation

Le premier sondage de victimisation à grande échelle au Canada a eu lieu en 1982. Alors, un échantillon représentatif de chacune des principales villes canadiennes a été créé. Durant le sondage téléphonique, les sujets devaient répondre à plusieurs questions concernant leur sécurité personnelle. La technique du sondage de victimisation a été raffinée et c’est en 1987 qu’un premier sondage national a été mené. Le sondage de 1987 s’inscrivait dans le cadre de l’Enquête Sociale Générale (General Social Survey, ou GSS, en anglais) menée par Statistique Canada. Le nombre total de répondants pour le Québec était d’environ 11,000 personnes. Le second sondage national fut mené en 1992, toujours dans le cadre de l’ESG, et pouvait compter sur un nombre équivalent de répondants.

Dans un sondage de victimisation, on demande aux répondants de nous dire si, au cours de la dernière année, ils ont eux-mêmes été victimes d’un crime particulier. On leur demande aussi si leur ménage a été la cible d’une infraction (par exemple, un vol avec effraction). Des

questions sont alors posées sur les habitudes de vie, sur les perceptions du système de justice et sur les caractéristiques personnelles. On retrouve des éléments d'information des deux sondages de victimisation dans les publications suivantes, soit Sacco et Johnson (1990) pour le sondage de 1987 et Juristat (1994) pour le sondage de 1992.

Peut-on comparer les résultats pour l'échantillon du Québec entre le sondage de 1987 et celui de 1992 pour nous informer sur la présence d'une éventuelle tendance? Nous pensons que l'estimé de prévalence de la violence des ESG n'a pas une grande fidélité parce que la taux de base de victimisation violente est très bas. Ainsi, la comparaison des estimés entre 1987 et 1992 risquerait de produire de fausses impressions sur la tendance en matière de violence.

2.2 Sondage sur la violence faite aux femmes

[Retour à la table des matières](#)

Statistique Canada a interviewé entre février et juin 1993 12,300 canadiennes âgées de 16 ans et plus sur leur expériences de victimisation. Une analyse des données pour l'ensemble des canadiennes a été menée et publiée dans le Quotidien (Statistique Canada, 1993, catalogue 11-001F). Les actes considérés sont ceux qui seraient de nature à permettre aux policiers de porter des accusations criminelles à l'agresseur (agressions sexuelles, attouchements inopportuns et agressions physiques). Ce sondage est unique parce qu'il permet de cerner de manière relativement précise les différentes formes de violence commises contre les femmes, en particulier par des amis intimes (i.e date), des conjoints ou des ex-conjoints.

2.3 Enquête Santé-Québec

La seconde enquête générale Santé Québec a été menée en 1992-1993 auprès d'un échantillon 34,848 québécois et québécoises. Le questionnaire principal porte principalement sur la santé et ses déterminants physiques, psychologiques et sociaux. En marge de l'enquête générale, une enquête spécifique sur les conflits intra-familiaux a été

menée auprès de 4,709 répondants. Selon Santé Québec, les résultats de cette sous enquête ne peuvent faire l'objet d'inférence ou de généralisation à l'ensemble de la population. Nous nous permettrons toutefois cette liberté compte tenu du fait que certaines des données de cette enquête sont uniques et particulièrement intéressantes.

2.4 Système de la Déclaration uniforme de la criminalité

[Retour à la table des matières](#)

Depuis 1962, les corps policiers rapportent l'information sur les crimes commis sur leur territoire à l'aide d'un formulaire standard, soit le formulaire de la déclaration uniforme de la criminalité. Dans ce formulaire, les événements connus font l'objet d'un décompte sous les rubriques suivantes, crimes connus, crimes réels, crimes résolus, hommes et femmes mis en accusation, et garçons, filles et juvéniles traité hors-cours. De tels décomptes sont effectués pour chacune des catégories de crimes. Après chaque année, le décompte des événements pour l'ensemble des services de police est effectué par le ministère de la sécurité publique du Québec. L'information est alors relayée à Statistique Canada.

Le principal problème dans l'interprétation de l'information reste celui de la reportabilité, c'est-à-dire la proportion des crimes commis non-rapportée à la police. Nous savons que plusieurs crimes passent inaperçus de la victime (vols, fraude...) et que plusieurs crimes dont la victime a connaissance ne sont pas rapportés à la police. Le taux de reportabilité varie énormément d'une catégorie d'acte criminel à l'autre. L'interprétation des données est problématique si le taux de reportabilité varie d'une année à l'autre ou d'un endroit à l'autre. Une hausse enregistrée pour une infraction criminelle peut être due à une hausse réelle du phénomène ou bien à une hausse du taux de reportabilité pour l'infraction suite à des changements d'ordre administratifs ou à une modification des valeurs de la population.

2.5 Rapports d’événements policiers informatisés

[Retour à la table des matières](#)

Depuis 1993, plusieurs corps de police utilisent un formulaire standard pour consigner l’information lorsqu’ils se rendent sur les lieux d’un crime. Le formulaire comporte des éléments opérationnels (par exemple, l’adresse de la victime) et des éléments d’information (par exemple, le genre d’arme utilisé). La section portant sur les caractéristiques de la victime ne sont cependant complétée que pour les cas de crimes contre la personne.. Pour 1995 (année étudiée), la couverture de ce système n’est pas totale, mais représente plus de 90% de la population (certains corps de police n’adhèrent toujours pas au programme). L’analyse des données des rapports d’événements informatisés permet de croiser un grand nombre de variables et d’isoler des sous-groupes particuliers d’événements.

2.6 Banque de données DACOR

Depuis quelques années, les personnes mises en arrêt et incarcérées dans un service de détention de la sécurité publique du Québec sont inscrites sur le système DACOR. Nous avons sélectionné tous les cas de personnes qui figurent dans le système DACOR pour 1996 et qui ont été condamnées par le tribunal. L’analyse de cette banque reste difficile puisque les personnes changent de statut fréquemment entre l’inscription et la fin de leur inscription (une personne peut, dans la même année, être inscrite en attente de procès, être condamnée, sortir en absence temporaire et être ré-incarcérée avec de nouvelles accusations). Il faut donc interpréter les résultats provenant de cette source avec de nombreuses précautions. Les estimés que nous produisons demandent à faire l’objet de validations.

3. Panorama de l’agression sexuelle et des agresseurs sexuels au Québec

3.1 Les informations issues des sondages

3.1.1 Le sondage canadien de victimisation de 1992

[Retour à la table des matières](#)

Le sondage canadien de victimisation compris dans l’enquête sociale générale de 1992 a permis de recueillir des informations auprès de 638 québécoises âgées entre 18 et 49 ans. La question se rapportant à l’agression sexuelle visait à savoir si la répondante avait, au cours des 12 derniers mois, été victime d’une agression sexuelle violente. Le tableau 1 rapporte les résultats.

Tableau 1:

Le crime le plus grave dont vous avez été victime cette année

	Fréquence	Pourcentage valide
Aucun	273	42,79
Violent: agression sexuelle	4	0,63
Violent: vol qualifié	31	4,86
Violent: voies de fait	91	14,26
Propriété: cambriolage	21	3,29
Propriété: vol de véhicule à moteur	28	4,39
Propriété: vol d'un bien personnel	114	17,87
Propriété: vol d'un bien domestique	9	1,41
Propriété: vandalisme	40	6,27
Autre	21	3,29
Pas de réponse	6	0,94
Total	638	100

Les données présentées montrent que 4 femmes sur 638 auraient été victimes d'une agression sexuelle dans l'année précédent le sondage en 1992. Puisque nous estimons qu'il y a environ 1,748,658 femmes âgées entre 18 et 49 ans au Québec, on peut estimer le nombre d'agressions sexuelles violentes à 10,963 agressions annuellement pour ce groupe d'âge. On pourrait ajouter à ce nombre d'autres infractions commises contre les femmes de 50 ans et plus, contre les mineurs et les hommes, mais nous préférons conserver le chiffre obtenu de 10,963 comme un estimé conservateur du phénomène. Il ne faudrait toutefois pas oublier les limites importantes de ce sondage. D'abord, le nombre de répondantes est restreint. Ensuite, le petit nombre d'agressions enregistrées est de nature à rendre l'estimé instable.

3.1.2 L'enquête sur la violence faite aux femmes

[Retour à la table des matières](#)

L'enquête sur la violence faite aux femmes a été menée de manière à mesurer avec plus de précision les abus, harcèlements et violences sexuelles faites aux femmes. Le nombre de répondantes âgées entre 18 et 49 ans au Québec atteint 1,361 personnes. Les tableaux 3 et 4 présentent les données sur l'exposition indécente et une forme de harcèlement.

Tableau 2:
Prévalence de l'exposition indécente ou exhibitionnisme

	Fréquence	Pourcentage valide
Oui, dans les derniers 12 mois	30	2,20
Oui, pas dans les derniers 12 mois	336	24,69
Oui, sait pas si derniers 12 mois	2	0,15
Non	993	72,96
Total	1361	100,00

Tableau 3:

Prévalence d'une forme de harcèlement: les femmes qui ont été suivies dans la rue par un homme menaçant

	Fréquence	Pourcentage valide
Oui, dans les derniers 12 mois	107	7,86
Oui, pas dans les derniers 12 mois	444	32,62
Oui, sait pas si derniers 12 mois	9	0,66
Non	801	58,85
Total	1361	100,00

Le tableau 2 montre que 30 femmes disent avoir été l'objet d'une exposition indécente (exhibitionnisme) au cours des 12 derniers mois, soit 2,20% des femmes. Ce pourcentage permet d'affirmer qu'il y aurait 38,545 cas d'exposition indécente par an au Québec (estimé conservateur).

Le tableau 3 indique que 107 femmes, soit 7,86% du total, affirment avoir été suivie par un homme menaçant au cours de la dernière année. Ce pourcentage voudrait dire qu'il y a environ 137,477 cas annuellement au Québec. Le pourcentage global indique que ce comportement a déjà touché une femme sur trois. On doit noter une certaine inconsistance dans cette dernière mesure puisque le taux global (32,62%) ne peut refléter le taux annuel répété sur plusieurs années (7,86%).

Le tableau 4 présente les données pour l'agression sexuelle.

Tableau 4:
*Prévalence de l’agression sexuelle
par une personne connue ou un étranger*

	Fréquence	Pourcentage valide
Oui, dans les derniers 12 mois	54	3,97
Oui, pas dans les derniers 12 mois	440	32,35
Oui, sait pas si derniers 12 mois	10	0,74
Non	856	62,94
Total	1360	100,00
Non indiqué	1	
Total	1	
	1361	

Les données du tableau 4 montrent que 54 femmes sur 1,360 ont été victimes d’une agression sexuelle au cours des douze mois précédant l’enquête, pour un pourcentage de 3,97%. Annuellement, cela équivaldrait à 69,432 crimes commis. Cet estimé inclut les agressions d’étrangers, d’amis intimes, d’ex-conjoints et de conjoints. Un peu plus du tiers des femmes indiquent avoir déjà été victimes d’un tel crime.

Le tableau 5 rend compte pour les agressions sexuelles violentes.

Tableau 5:
*Prévalence de l’agression sexuelle violente
par une personne connue ou un étranger*

	Fréquence	Pourcentage valide
Oui, dans les derniers 12 mois	19	1,40
Oui, pas dans les derniers 12 mois	264	19,41
Oui, sait pas si derniers 12 mois	2	0,15
Non	1075	79,04
Total	1360	100,00
Non indiqué	1	
Total	1	
	1361	

Les données du tableau 5 montrent que 19 femmes ont été victimes d'une agression sexuelle violente au cours des douze mois précédents l'enquête, soit un pourcentage de 1,4% de la population. Ce pourcentage permet d'estimer qu'il y a annuellement au Québec 24,430 agressions sexuelles violentes (estimé conservateur). Environ une femme sur cinq a déjà eu à vivre cette expérience.

On peut maintenant se demander qui sont les agresseurs des femmes adultes. Le tableau 6 présente le nombre de cas pour trois catégories d'agresseurs, soit les personnes connues, les copains (i.e. date) et les étrangers.

Tableau 6:
La relation entre l'agresseur et la victime

	Au cours des 12 derniers mois	Avant 12 derniers mois	Total	Pourcentage
Personne connue	41	215	256	51,51
Copain (i.e. date)	6	127	133	26,76
Étranger	7	101	108	21,73
Total	54	443	497	100,00

Les résultats du tableau 6 sont éloquentes. Dans 78% des agressions sexuelles, une personne connue de la victime est l'agresseur. Sur la base des résultats présentés, on peut estimer le nombre d'agressions sexuelles commises par un étranger annuellement, soit 7 cas sur 1360 femmes, ce qui donne un total estimé de 9,000 agressions sexuelles d'étrangers au Québec annuellement.

Un autre type d'agression sexuelle est celui des activités sexuelles forcées de la part du conjoint. Deux questions du sondage portaient sur cet aspect. Les tableaux 7 et 8 portent sur cette question.

Tableau 7:
Le conjoint présent a contraint à des activités sexuelles forcées

	Fréquence	Pourcentage valide
Oui	17	1,80
Non	927	98,20
Total	944	100,00
Ne s'applique pas	410	
Non indiqué	7	
Total	417	
	1361	

Tableau 8:
Le conjoint précédent a contraint à des activités sexuelles forcées

	Fréquence	Pourcentage valide
Oui	72	15,96
Non	379	84,04
Total	451	100,00
Ne s'applique pas	902	
Non indiqué	8	
Total	910	
	1361	

Le tableau 7 montre que pratiquement 2% des femmes vivant avec un conjoint ont été contraintes de force à des activités sexuelles au cours de l'année précédant l'enquête. Le pourcentage s'élève à 16% lorsqu'il s'agit du conjoint précédent de la répondante.

Les facteurs associés à l'occurrence de l'agression sexuelle au cours des 12 derniers mois

Dans cette section, nous allons examiner si l’agression sexuelle touche davantage certains segments de la population féminine. Des tableaux de contingences montrent les relations entre les variables suivantes: âge, statut civil, niveau d’éducation et revenu familial et l’occurrence d’une agression sexuelle au cours des 12 mois précédents l’enquête. Le tableau 9 présente les résultats selon l’âge.

Tableau 9A:
*Occurrence de l’agression sexuelle au cours
des 12 derniers mois selon l’âge*

		Agression sexuelle 12 mois		
		Non	Oui	Total
18 à 24 ans	Nombre	175	22	197
	% rangée	88,83	11,17	100,00
	% colonne	13,39	40,74	14,47
25 à 29 ans	Nombre	248	8	256
	% rangée	97	3,13	100,00
	% colonne	18,97	14,81	18,81
30 à 34 ans	Nombre	248	6	254
	% rangée	97,64	2,36	100,00
	% colonne	18,97	11,11	18,66
35 à 39 ans	Nombre	246	6	252
	% rangée	97,62	2,38	100,00
	% colonne	18,82	11,11	18,52
40 à 44 ans	Nombre	230	10	240
	% rangée	95,83	4,17	100,00
	% colonne	17,60	18,52	17,63
45 à 49 ans	Nombre	160	2	162
	% rangée	98,77	1,23	100,00
	% colonne	12,24	3,70	11,90
Total	Nombre	1307	54	1361
	% colonne	96,03	3,97	100,00

Le tableau 9 montre clairement que les jeunes femmes sont particulièrement exposées à la violence sexuelle. En effet, le pourcentage de victimisation est de 11,2% chez les 18-24 ans. Ce groupe compte pour 40,7% des victimisations, alors que son poids échantillonnal n'est que de 14,5%. Par contre, les données ne montrent pas de relation étroite entre l'âge et la présence d'une victimisation pour un échantillon formé de femmes âgées entre 25 et 49 ans. Le pourcentage de femmes victimisées passe de 3,1% chez les 25-29 ans, à 2,4% chez les 30-34 ans, à 2,4% chez les 35-39 ans, à 4,2% chez les 40-44 ans, à 1,2% chez les 45-49 ans.

Le tableau 9 présente les résultats selon le statut civil.

Tableau 9B:
Occurrence de l'agression sexuelle au cours des 12 derniers mois selon le statut civil

		Agression sexuelle 12 mois		
		Non	Oui	Total
Mariée	Nombre	654	12	666
	% rangée	98,20	1,80	100,00
	% colonne	50,15	22,22	49,04
Conjointe de fait	Nombre	270	12	282
	% rangée	95,74	4,26	100,00
	% colonne	20,71	22,22	20,77
Divorcée/séparée	Nombre	116	5	121
	% rangée	95,87	4,13	100,00
	% colonne	8,89	9,26	8,91
Veuve	Nombre	6		6
	% rangée	100,00		100,00
	% colonne	0,46		0,44
Célibataire	Nombre	258	25	283
	% rangée	91,17	8,83	100,00
	% colonne	19,79	46,30	20,84
Total	Nombre	1304	54	1358
	% colonne	96,02	3,98	100,00
		100,00	100,00	100,00

Les données du tableau 9 montrent que les femmes mariées et veuves ont des taux de victimisation relativement bas. Les femmes conjointes de fait et divorcées ont des taux médians (entre 4% et 5%), alors que les célibataires ont un taux relativement élevé (8,8%). Évidemment, la distribution différentielle de l'âge des répondantes selon le statut civil explique peut-être en partie les différences observées.

Le tableau 10 présente les résultats de la victimisation en fonction du niveau d'éducation.

Tableau 10:
*Occurrence de l'agression sexuelle au cours
des 12 derniers mois selon le niveau d'éducation*

		Agression sexuelle 12 mois		
		Non	Oui	
Moins que secondaire	Nombre	254	6	260
	% rangée	97,69	2,31	100,00
	% colonne	19,45	11,11	19,12
Secondaire complété	Nombre	345	12	357
	% rangée	96,64	3,36	100,00
	% colonne	26,42	22,22	26,25
Post secondaire	Nombre	453	32	485
	% rangée	93,40	6,60	100,00
	% colonne	34,69	59,26	35,66
Université complété	Nombre	254	4	258
	% rangée	98,45	1,55	100,00
	% colonne	19,45	7,41	18,97
Total	Nombre	1306	54	1360
	% colonne	96,03	3,97	100,00
		100,00	100,00	100,00

Les données du tableau 10 montrent qu'il n'existe pas une relation linéaire entre le niveau d'éducation des femmes âgées entre 18 et 49 ans et la probabilité de victimisation au cours de la dernière année. En fait, le groupe le plus à risque est celui des femmes ayant effectué des études post-secondaires sans toutefois compléter l'université (avec

6,6%). Les deux groupes les moins à risque sont ceux situés aux extrémités, soit les femmes n'ayant pas complété leur secondaire (avec 2,3%) et celles ayant complété un cours universitaire (avec 1,6%).

Le tableau 11 renseigne sur les taux de victimisation selon le revenu familial total.

Tableau 11:
*Occurrence de l'agression sexuelle au cours
des 12 derniers mois selon le revenu familial*

		Agression sexuelle 12 mois		
		Non	Oui	
Moins que 10,000	Nombre	63	9	72
	% rangée	87,50	12,50	100,00
	% colonne	5,32	18,75	5,84
10,000 à 20,000	Nombre	146	8	154
	% rangée	94,81	5,19	100,00
	% colonne	12,33	16,67	12,50
20,000 à 40,000	Nombre	351	13	364
	% rangée	96,43	3,57	100,00
	% colonne	29,65	27,08	29,55
40,000 à 60,000	Nombre	346	8	354
	% rangée	97,74	2,26	100,00
	% colonne	29,22	16,67	28,73
60,000 et plus	Nombre	278	10	288
	% rangée	96,53	3,47	100,00
	% colonne	23,48	20,83	23,38
Total	Nombre	1184	48	1232
	% colonne	96,10	3,90	100,00
		100,00	100,00	100,00

Les données du tableau 11 montrent que le groupe le plus vulnérable est celui des personnes dont le revenu familial annuel est inférieur à \$10,000, avec un taux de 12,5%. Le groupe dont le revenu varie entre \$10,000 et \$20,000 est le second plus à risque avec un taux de victimisation de 5,2%. Encore une fois, il est possible que l'âge des répondante explique en partie l'effet observé (les plus jeunes sont plus à

risque et gagnent moins, dont la relation entre revenu et victimisation est gonflée).

Les femmes ayant subi une agression sexuelle ont été questionnées sur les conséquences du geste posé (How affected?). Voici les réponses comptant au moins 10% en ordre décroissant d’importance:

- 31,0% se sont senties furieuses (*angry*);
- 26,1% ont eu peur (*fearful*);
- 19,0% disent que l’agression a eu pour effet de faire baisser leur estime de soi;
- 14,7% disent que l’agression a eu pour effet d’augmenter leur niveau d’anxiété et leurs sentiments dépressifs;
- 1,6% ont augmenté les précautions qu’elles prenaient;
- 14,1% ne rapportent aucun effet négatif particulier.

3.1.3 L’enquête Santé Québec

[Retour à la table des matières](#)

L’enquête Santé Québec contenait une section sur les conflits interpersonnels. Les résultats ici rapportés doivent être interprétés avec soin puisque Santé Québec indique clairement que l’échantillon tiré ne permet pas l’inférence ou la généralisation. Les questions portent sur les activités sexuelles imposées par le conjoint sous la menace. Le tableau 12 présente les résultats globaux pour les femmes âgées entre 18 et 49 ans qui vivent avec un conjoint.

Tableau 12:
Activités sexuelles sous menace par le conjoint

	Fréquence	Pourcentage
Jamais	2349	99,23
Une fois	6	0,25
Deux fois	3	0,12
De 3 ... 5 fois	4	0,16
De 6 ... 10 fois	2	0,08
Plus de 20 fois	3	0,12
Total	2367	100
Refus	7	
Missing	127	
Total	134	
	2501	

La question posée était la suivante: Depuis un an, combien de fois, votre conjoint ou ex-conjoint vous a-t-il contraint à des activités sexuelles sous la menace? Les résultats montrent que 18 femmes sur un total de 2,367 disent avoir été contraintes à des activités sexuelles sous la menace, soit 0,76% (ou 7,6 femmes sur 1,000).

Le tableau 13 donne un aperçu des relations entre divers indicateurs sociaux et l'occurrence de la violence sexuelle conjugale. Les variables considérées sont l'âge, la scolarité relative, l'occupation et le revenu familial.

Tableau 13:
Violence envers la conjointe selon divers critères

Partie A:	Violence à caractère sexuel envers conjointe	
Âge:	Non	Oui
18 à 34 ans	953	8
35 à 49 ans	1396	10
Total	2349	18

Partie B:	Violence à caractère sexuel envers conjointe	
Scolarité relative:	Non	Oui
1er quintile	575	9
2ième quintile	538	5
3ième quintile	400	3
4ième quintile	485	1
5ième quintile	349	0
Inconnus	2	0
	2349	18

Partie C:	Violence à caractère sexuel envers conjointe	
Occupation:	Non	Oui
Emploi	1676	6
Étudiant	84	2
Tenait maison	428	6
En chômage	69	0
Bien être social	23	2
Retraité (e)	3	0
Sans emploi	66	2
	2349	18

Partie D:	Violence à caractère sexuel envers conjointe	
Suffisance du revenu:	Non	Oui
Très pauvre	51	8
Pauvre	258	4
Moyen inférieur	797	4
Moyen supérieur	992	2
Supérieur	251	0
	2349	18

Les données du tableau 13 montrent d’abord que l’âge ne semble pas associé avec la présence de violence sexuelle conjugale. Par contre, la scolarité relative montre une disproportion: les personnes moins scolarisés sont plus à risque que les autres (avec 9 cas sur 18 dans le quintile le moins scolarisé, soit 50% des cas de violence pour 20% de la population). Les données sur l’occupation de la femme ne montrent pas de tendance alors que celles sur le revenu familial indiquent que les ménages très pauvres semblent avoir une plus grande prévalence des problèmes de violence sexuelle.

3.2 Les données issues de la Déclaration Uniforme de la Criminalité

3.2.1 L’évolution entre 1962 et 1996

[Retour à la table des matières](#)

Dans cette section, nous traiterons des données dites officielles de la criminalité, c’est-à-dire celles enregistrées grâce au programme de la Déclaration Uniforme de la Criminalité en vigueur depuis 1962. Il faut noter que les données de 1996 sont basées sur des données préliminaires fournies en juin 1997 par le Ministère de la sécurité publique du Québec; ils sont donc sujets à modifications.

La figure 1 illustre d’abord l’évolution générale des crimes de violence, des crimes contre la propriété et des autres crimes au Québec depuis 1962.

Figure 1:
*Évolution des grandes formes d'activités criminelles
entre 1962 et 1996*

La figure 1 montre qu'il y eut un mouvement général de hausse de la criminalité entre 1962 et 1991. Les crimes contre la propriété ont augmenté plus rapidement que les autres genres de crimes et se sont pratiquement stabilisés vers 1980. Les autres crimes (recel, fraude, incendie...) poursuivent encore aujourd'hui une montée presque ininterrompue depuis 1962. Les crimes de violence ont augmenté sans cesse de manière monotone entre 1962 et 1985 et ont augmenté de manière spectaculaire durant la seconde moitié des années 80 (la courbe pour la violence est quelque peu aplatie par les autres et rend l'interprétation plus difficile). Le tableau 14 montre qu'il y avait 33,736 crimes de violence en 1985 et qu'on a enregistré 56,766 crimes de violence en 1992. Il n'y en avait plus que 45,283 en 1996.

Le tableau 14 permet de constater l'évolution des principales formes de crimes violents entre 1962 et 1996.

Tableau 14 (a):
Évolution des crimes de violence entre 1962 et 1996 (nombres)

Année	Homicides	Tentatives de meurtre	Agressions sexuelles	Voies de fait	Vols qualifiés	Autres crimes de violence	Total des crimes de violence
1962	62	34	1 338	3 213	2 712	707	8 066
1963	68	43	1 500	3 555	3 414	838	9 418
1964	51	52	1 394	4 664	2 853	718	9 732
1965	64	51	1 376	5 988	2 782	759	11 020
1966	56	59	1 732	7 883	2 616	1 062	13 408
1967	75	54	1 988	8 765	3 168	1 177	15 227
1968	101	86	2 100	9 444	3 715	1 213	16 659
1969	124	101	2 122	9 914	4 712	1 186	18 159
1970	140	113	2 192	9 364	5 215	1 250	18 274
1971	124	122	2 085	9 918	4 563	1 177	17 989
1972	155	151	2 101	10 659	4 418	1 069	18 553
1973	155	167	2 287	11 524	5 535	1 141	20 809
1974	170	216	2 240	12 325	7 953	953	23 857
1975	225	221	2 030	12 770	11 163	814	27 223
1976	204	303	1 996	13 274	10 377	711	26 865
1977	192	214	2 037	12 357	9 780	763	25 343
1978	178	232	1 859	12 586	9 610	736	25 201
1979	184	242	2 362	14 546	11 052	788	29 174
1980	181	266	2 146	14 728	13 061	749	31 131
1981	185	312	2 118	15 911	13 691	732	32 949
1982	192	288	1 994	15 220	13 172	706	31 572
1983	190	294	1 989	16 246	10 748	959	30 426
1984	198	334	2 319	17 875	10 403	1 029	32 158
1985	217	315	2 612	19 448	10 502	642	33 736
1986	156	256	3 045	22 097	10 170	741	36 465
1987	174	286	3 221	26 261	9 750	545	40 237
1988	154	254	3 517	29 219	10 371	654	44 169
1989	215	286	3 600	30 684	11 471	795	47 051
1990	198	310	3 696	33 355	12 161	913	50 632
1991	180	334	3 956	36 026	12 850	866	54 212
1992	166	400	4 415	37 987	12 776	1 022	56 766
1993	159	412	4 078	37 303	10 640	1 037	53 629
1994	126	358	3 775	38 059	9 798	1 001	53 117
1995	136	331	3 316	35 080	9 279	1 058	49 200
1996	146	304	3 057	32 101	8 760	915	45 283

Les données du tableau 14 (a) montrent que l'homicide a diminué de manière spectaculaire au Québec au cours des cinq dernières années. Le nombre de victimes de 1994, soit 126, est comparable à celui observé vers la fin des années 60. En ce qui a trait aux agressions sexuelles, les policiers dénombrent environ 2,000 crimes durant la majeure partie des années 70. Par contre, au milieu des années 80, le nombre d'agressions sexuelles enregistré a augmenté rapidement jusqu'en 1992 avec un sommet de 4,415. L'incidence de l'agression sexuelle aurait-elle doublé entre 1983 et 1992? Tout d'abord, il faut savoir que la loi a été modifiée en 1983, passant de la notion de viol (nécessitant pénétration) à celle plus large d'agression sexuelle. Cette modification a permis la poursuite d'une nouvelle catégorie d'agressions sexuelles. Ensuite, des campagnes de sensibilisation face à la violence ont pris place durant les années 80, suggérant aux victimes de dénoncer à la police leur expérience de victimisation. Aussi, les corps de police mettaient des procédures en place pour mieux accueillir les victimes. On aurait donc assisté à un changement de mentalités en ce qui a trait à la violence sexuelle, ce qui aurait pu faire augmenter artificiellement les taux. Cependant, des analyses ont montré que l'augmentation des cas n'est pas qu'artificielle: il y aurait eu une hausse du nombre réel d'agressions sexuelles au Québec durant les années 80 (Ouimet et Tremblay, 1993). Entre 1992 et 1996, on assiste à une baisse importante du nombre de cas enregistrés (de 4,415 à 3,057). Il est possible qu'une plus grande sévérité des tribunaux ou des contraintes additionnelles dans les clauses de remise en liberté des agresseurs sexuels, en somme une réponse pénale plus sévère, puisse expliquer en partie la baisse observée du nombre de cas. Le tableau 14 (b) rapporte les taux de criminalité et la figure 2 illustre l'évolution des phénomènes.

Tableau 14 (b):
Évolution des crimes de violence entre 1962 et 1996 (Taux)

Année	Population en milliers	Homicide, tentative de meurtre, vol qualifié et autres (Taux par 100,000)	Voies de fait non-sexuelles (Taux par 100,000)	Crimes sexuels (Taux par 100,000)
1962	5 371	65	60	25
1963	5 481	80	65	27
1964	5 584	66	84	25
1965	5 685	64	105	24
1966	5 781	66	136	30
1967	5 864	76	149	34
1968	5 928	86	159	35
1969	5 985	102	166	35
1970	6 013	112	156	36
1971	6 028	99	165	35
1972	6 054	96	176	35
1973	6 079	115	190	38
1974	6 123	152	201	37
1975	6 179	201	207	33
1976	6 234	186	213	32
1977	6 284	174	197	32
1978	6 303	171	200	29
1979	6 339	194	229	37
1980	6 386	223	231	34
1981	6 438	232	247	33
1982	6 484	221	235	31
1983	6 530	187	249	30
1984	6 576	182	272	35
1985	6 621	176	294	39
1986	6 667	170	331	46
1987	6 713	160	391	48
1988	6 759	169	432	52
1989	6 804	188	451	53
1990	6 850	198	487	54
1991	6 896	206	522	57
1992	6 945	207	547	64
1993	6 993	175	533	58
1994	7 042	160	540	54
1995	7 090	152	495	47
1996	7 139	142	450	43

Figure 2:
Évolution des crimes de violence des agressions sexuelles

La figure 2 illustre l'évolution des crimes violents non-sexuels, des voies de fait et des crimes sexuels. Les résultats montrent que le tournant des années 80 représente la période glorieuse des crimes comme l'homicide, le vol qualifié et les autres crimes de violence. Durant les années 80, les voies de fait et les agressions sexuelles ont pratiquement doublé, phénomène en partie expliqué par une plus grande conscientisation au sujet de la violence interpersonnelle. Mais l'augmentation observée est aussi compatible avec un accroissement important des cohortes âgées entre 25 et 45 ans, groupes d'âges particulièrement touchés par les violences de nature expressive. Depuis 1992, les voies de fait et les agressions sexuelles diminuent. Cette tendance à la baisse est-elle réelle ou provient-elle de changements opérationnels (par exemple, mécanismes non-pénaux de résolution de conflits)? Aucune recherche n'a encore porté sur cette question.

3.2.2 L’évolution récente des agressions sexuelles (1990-1996)

[Retour à la table des matières](#)

L’agression sexuelle, dans les statistiques officielles se divise en agression sexuelle grave (causant blessures), agression sexuelle armée et agression sexuelle simple. Le tableau 15 présente l’évolution récente des trois formes d’agressions sexuelles. Tout d’abord, les trois catégories d’agressions sexuelles diminuent au cours des dernières années. De plus, les agressions sexuelles graves ou armées tendent à voir leur pourcentage diminuer lentement (de 8,31% en 1990 à 6,35% en 1996).

Tableau 15:

Évolution récente des catégories d’agressions sexuelles et des personnes accusées

Année	Agres- sion sexuelle grave	Agres- sion sexuelle armée	Agres- sion sexuelle simple	Total	Total grave ou ar- mée	Pourcentage grave ou armée			
90	116	191	3 389	3 696	307	8,31%			
91	144	171	3 641	3 956	315	7,96%			
92	139	188	4 088	4 415	327	7,41%			
93	130	179	3 769	4 078	309	7,58%			
94	145	152	3 478	3 775	297	7,87%			
95	94	138	3 084	3 316	232	7,00%			
96	88	106	2 863	3 057	194	6,35%			
Année	Hom- mes accusés	Fem- mes accu- sées	Garçons accusés	Filles accusées	Juvéni- les trai- tés hors- cours	Total	Total juvé- nile	Pourcen- tage juvé- nile	Ratio cri- me/accusé
90	1 611	34	220	2	94	1 961	316	16,11%	1,88
91	1 737	22	223	5	111	2 098	339	16,16%	1,89
92	1 794	45	227	2	144	2 212	373	16,86%	2,00
93	1 708	27	254	5	104	2 098	363	17,30%	1,94
94	1 479	34	223	2	152	1 890	377	19,95%	2,00
95	1 258	23	186	1	123	1 591	310	19,48%	2,08
96	1 113	15	135	0	123	1 386	258	18,61%	2,21

Le tableau 15 présente aussi les caractéristiques des personnes mises en accusation pour les crimes d’agression sexuelle depuis 1990. Les données d’évolution montrent que le nombre d’hommes accusés et de garçons accusés diminue au cours des dernières années. Par contre, le nombre de jeunes accusés diminue moins vite que le nombre d’adultes, ce qui fait que le pourcentage des crimes imputables aux mineurs augmente (de 16,11% en 1990 à 18,61% en 1996). Statistique inquiétante, le ratio nombre de crimes/nombre de personnes accusées a récemment augmenté, suggérant une efficacité moindre dans l’identification et l’accusation des suspects. Cette tendance peut toutefois s’expliquer par une baisse plus grande du nombre de cas d’une catégorie particulière d’agressions sexuelles par rapport à d’autres catégories (par exemple, si le nombre de cas d’agression sexuelle par une connaissance diminue alors que le nombre de cas d’agression par un étranger reste stable, on verra une diminution de la probabilité de mise en accusation).

3.2.3 Comparaison des taux d’agressions sexuelles dans l’espace

[Retour à la table des matières](#)

Cette section porte sur la comparaison de l’incidence de l’agression sexuelle dans l’espace. Seront examinés la distribution de l’agression sexuelle dans les provinces canadiennes, dans les régions administratives du Québec et dans les quartiers de la Communauté Urbaine de Montréal.

Le tableau 16 rapporte le nombre et le taux d’agressions sexuelles dans les provinces canadiennes (source: Statistiques Canada, Catalogue 85-211, 1997).

Tableau 16:
L'agression sexuelle dans les provinces canadiennes en 1995

Régions:	Population estimée de 1995	Agres- sion sexuelle grave	Agres- sion sexuelle armée	Agression sexuelle simple	Total	Agression sexuelle (Taux par 100,000)
Terre-Neuve	575400	3	13	896	914	159
Île-du-Prince-Edouard	136100	2	1	165	168	123
Nouvelle-Écosse	937800	4	16	1161	1181	126
Nouveau-Brunswick	760100	8	21	1148	1177	155
Québec	7334200	95	138	3100	3333	45
Ontario	1110030 0	52	186	9667	9905	89
Manitoba	1137500	22	70	1273	1365	120
Saskatchewan	1015600	35	25	1503	1563	154
Alberta	2747000	26	83	3007	3116	113
Colombie-Britannique	3766000	48	91	4801	4940	131
Yukon et TNO	85900	5	15	534	554	415
Canada	2960610 0	300	659	27257	28215	95

Les données montrent d'abord que le Québec est la province qui a le plus bas taux d'agressions sexuelles au pays. Le taux du Québec est 50% plus bas que celui observé pour l'ensemble du Canada. Terre-Neuve, la Saskatchewan et le Yukon/Territoires-du-Nord-Ouest sont les territoires où le taux est le plus élevé. Comment expliquer que le Québec a un taux si bas? De deux choses l'une. Ou bien il y a moins d'agressions sexuelles par tranche de 100,000 qu'ailleurs, ou bien le taux de reportabilité en ce domaine est plus bas (une proportion plus petite des agressions sexuelles font l'objet d'une dénonciation à la police). Puisque les résultats du sondage de victimisation (Sacco et Johnson, 1990) de 1987 ne sont pas présentés pour l'agression sexuelle par province (le nombre de cas a été jugé trop petit pour fournir un estimé raisonnable), nous ne pouvons comparer l'incidence réelle de l'agression sexuelle du Québec aux autres provinces.

Le tableau 17 rapporte le nombre et le taux d'agressions sexuelles dans les 16 régions administratives du Québec pour 1995.

Tableau 17:
*L'agression sexuelle dans les régions administratives
du Québec en 1995*

Régions:	Population estimée de 1995*	Agres- sion sexuelle grave	Agression sexuelle armée	Agression sexuelle simple	Total	Agression sexuelle (Taux par 100,000)
Bas-Saint-Laurent	203 974	1	2	90	93	45,59
Saguenay / Lac-St-Jean	288 293	7	2	113	122	42,32
Québec	645 501	6	11	280	297	46,01
Mauricie / Bois-francs	486 468	6	4	144	154	31,66
Estrie	281 716	5	3	84	92	32,66
Montréal	1 852 289	13	50	960	1023	55,23
Outaouais	317 431	5	6	214	225	70,88
Abitibi / Témiscamingue	158 285	0	1	115	116	73,29
Côte-Nord	104 163	1	1	51	53	50,88
Nord-du-Québec	37 938	18	3	63	84	221,42
Gaspésie / Îles-de-la-Made- leine	104 106	1	0	30	31	29,78
Chaudière / Appalaches	383 797	2	6	82	90	23,45
Laval	344 940	6	9	102	117	33,92
Lanaudière	383 860	2	10	120	132	34,39
Laurentides	444 925	3	12	195	210	47,20
Montréal	1 335 135	18	18	441	477	35,73
Population totale:	7 372 817	94	138	3084	3316	44,98
* Source: Perspectives d'évolution de la population des MRC, 1991-2016 (www.bsq.gouv.qc.ca)						

Les données du tableau 17 montrent que le Nord-du-Québec a un taux d'agressions sexuelles plus de cinq fois supérieur à celui des autres régions. Les autres régions avec des taux élevés sont l'Abitibi-Témiscamingue et l'Outaouais. À la lumière des résultats pour les provinces canadiennes et les régions du Québec, il est possible de penser que l'agression sexuelle représente un problème social plus prévalent dans des populations fortement concentrées d'autochtones.

Le tableau 18 présente les quartiers de la Communauté Urbaine de Montréal qui ont des fort et faible taux en matière d'agression sexuelle. Les données proviennent d'une étude récente (Ouimet, Tremblay et Morselli, 1996)

Tableau 18:
L'agression sexuelle dans les quartiers de la Communauté Urbaine de Montréal en 1995

QUARTIER	Population estimée en 1995	Nombre total d'agressions sexuelles	Taux d'agressions sexuelles (par 100,000)
Les 10 quartiers les plus élevés:			
Hochelaga-Maisonneuve	42 903	79	185
Ville-Marie-SE	11 195	58	520
Ville-Marie-SO	15 930	48	299
Pte-S-Charles/St-Henri/P.-Bourgogne	36 427	41	111
Centre-Sud	29 190	40	139
Mercier-E	40 272	40	98
Plateau-Mont-Royal-SE	37 957	40	104
Pointe-aux-Trembles/Montréal-Est	55 061	35	63
Petite-Patrie-O	28 734	35	120
Villeray-O	27 977	34	122
Les 5 quartiers les moins élevés:			
St-Michel-S	24 421	11	43
Anjou	37 437	8	20
Saint-Laurent-S	25 176	7	28
Côte-St-Luc/Hampstead/Mtl-Ouest	42 745	7	15
Mont-Royal/CDN-N	23 395	6	24

Les taux associés à chacun des quartiers montrent d'abord que les quartiers du centre-ville (Ville-Marie-SE et SO) ont une incidence particulièrement élevée d'agressions sexuelles par 100,000 résidents. Cependant, la population réelle des quartiers du centre-ville est au moins 10 fois supérieure à la population résidente (le centre ville attire les résidents des autres quartiers soit pour travailler, soit pour magasiner, soit pour se divertir), ce qui fait que les taux élevés pour ces quartiers ne sont pas anormaux. Les autres quartiers comme Hochelaga-Maisonneuve, Pointe-St-Charles/St-Henri/Petite-Bourgogne apparaissent alors comme les plus dangereux du point de vue des agressions

sexuelles. À l'autre extrême, bien peu d'agressions sexuelles ne surviennent dans des quartiers comme Mont-Royal ou bien St-Laurent-S.

L'étude d'où les données ont été puisées permet de mettre en relation divers indicateurs sociaux et le taux d'agressions sexuelles des 49 postes de quartier de Montréal. Le tableau 19 présente les résultats (corrélations partielles, avec contrôle pour la population résidente). Les variables sociales furent tirées du recensement de 1991. Les variables d'opportunités (débits de boisson et stations de métro) furent l'objet d'un décompte original.

Tableau 19:

Facteurs sociaux associés au taux d'agressions sexuelles

Variable:	Corrélation
Taux de chômage	,4373
Pourcentage de résidents vivant sous le seuil de la pauvreté	,5518**
Pourcentage de 15-24 ans non-inscrits à l'école	,4150**
Pourcentage de 15 ans et plus n'ayant pas atteint la 9 ^{ième} année	,3103*
% de résidents mariés	-,6715**
Pourcentage de familles monoparentales	,6480**
Pourcentage de logements de cinq étages ou plus	,0072
Pourcentage de locataires	,4641**
Pourcentage de personnes ayant déménagé depuis 5 ans	,5498**
Nombre de débits de boisson	,7121**
Nombre de stations de métro	,5043**
Note: * signifie que $p < ,05$; ** signifie que $p < ,01$.	

Les corrélations présentées dans le tableau 19 montrent que le taux d'agressions sexuelles est fortement associés à divers indicateurs de pauvreté sociale, soit un taux de chômage élevé, un fort pourcentage de résidents pauvres, une faible scolarisation, un pourcentage élevé de locataires et une mobilité résidentielle élevée. Le pourcentage de familles avec enfants à la maison dirigée par une seule personne est l'indicateur social le plus puissant. Le taux d'agressions sexuelles des quartiers est aussi fortement associé au nombre de débits de boisson dans le quartier et au nombre de stations de métro (bars et métros sont des services générateurs d'opportunités criminelles).

3.3 Les données issues des rapports d'événements criminels informatisés

[Retour à la table des matières](#)

Les rapports d'événements permettent de connaître un certain nombre de détails sur les crimes rapportés à la police. Malheureusement, tous les cas d'agression sexuelle ne font pas l'objet d'un rapport d'événement complet. Notre analyse ne porte donc pas sur tous les cas d'agressions sexuelles enregistrés en 1995, mais sur ceux dont l'information pertinente est disponible. Nos données indiquent d'abord que 97,8% des agresseurs sont des hommes (soit 42 femmes et 1907 hommes). En termes d'âges, pour les suspects adultes, 28,7% ont entre 18 et 29 ans, 42,3% ont entre 30 et 44 ans et 29,0% ont 45 ans et plus.

Le tableau 20 indique la composition de l'âge et du sexe des victimes d'agressions sexuelles au Québec en 1995 (1442 cas sur 3316).

Tableau 20:
L'âge et le sexe des victimes d'agressions sexuelles

v

			1	2	
V A G	0	6	3	3	3
		%	%	%	%
		%			
	1	6	3	7	0
		%	%	%	%
		%			
	2	6	2	0	9
		%			%
		%			
	3	6	2	7	2
		%	%		%
		%			
	4	6	2	4	2
		%			%
		%			
	5	6		2	
		%		%	
		%	%	%	0

Les données du tableau 20 indiquent d'abord que 81,2% des cas rapportés à la police impliquent une victime de sexe féminin et que 58,1% des cas impliquent une personne mineure (31,1% d'enfants et 27,0% d'adolescents). Le tableau 21 présente la relation entre la nature de la relation entre l'agresseur et la victime selon l'âge de la victime.

Tableau 20:

L’âge de la victime et la relation entre l’agresseur et la victime

L'âge de la victime	0 à 12 ans	6 %	5	2	5	2
	13 à 17 ans	10 %	6	2	7	6
	18 ans et plus	84 %	9	2	9	9
Total			2			
			3	8	2	
			%	%	%	%

Les données montrent que l’agresseur est un membre de la famille directe (père, frère) dans 25,1% des cas, pourcentage qui est de 43,4% des cas pour des victimes de moins de 13 ans. Les agresseurs sont des étrangers pour la victime dans 24,2% des cas, pourcentage qui monte à 59,3% des victimes adultes. Le tableau 21 indique la relation entre l’âge de la victime et la présence d’une arme.

Tableau 21:
L'âge de la victime et la présence d'une arme

Enfant	0 à 12 ans	6 %	4	4	8
		%		%	%
		%			%
Adolescent	13 à 17 ans	6 %	5	5	8
		%			%
		%			%
Adulte	18 à 24 ans	6 %	6	2	8
		%			
		%	%		
Tout		6 %		6	0

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les agresseurs sexuels utilisent rarement une arme (arme à feu, couteau, objet contondant), soit dans 4,2% des cas. Le pourcentage est inférieur à 1% lorsqu'il s'agit d'enfants comme victimes et se situe à 7% lorsque la victime est adulte. le tableau 22 présente la relation entre l'âge de la victime et la présence de blessures (autres que contusions).

Tableau 22:
L'âge de la victime et la présence de blessures

V_AGE2 Age de la victime recodée * BLESS Blessures chez la victime Crosstabulation

			BLESS Blessures chez la victime		Total
			,00 Non	1,00 Oui	
V_AGE2 Age	1,00	Count	402	46	448
de la victime	1-12	% within V_AGE2 Age de la victime recodée	89,7%	10,3%	100,0%
recodée		% within BLESS Blessures chez la victime	33,2%	20,1%	31,1%
	2,00	Count	336	54	390
	13-17	% within V_AGE2 Age de la victime recodée	86,2%	13,8%	100,0%
		% within BLESS Blessures chez la victime	27,7%	23,6%	27,1%
	3,00	Count	473	129	602
	18+	% within V_AGE2 Age de la victime recodée	78,6%	21,4%	100,0%
		% within BLESS Blessures chez la victime	39,1%	56,3%	41,8%
Total		Count	1211	229	1440
		% within V_AGE2 Age de la victime recodée	84,1%	15,9%	100,0%
		% within BLESS Blessures chez la victime	100,0%	100,0%	100,0%

Les données du tableau 22 montrent qu'il y a présence de blessures dans 15,9% des agressions sexuelles. Elles sont présentes dans 10,3% des agressions envers des enfants et dans 21,4% des agressions sexuelles de personnes adultes.

3.4 Les données issues du système DACOR

[Retour à la table des matières](#)

Les données du système DACOR furent examinées pour l'année 1996. L'interprétation de ces données doit être effectuée avec de maintes réserves. Notamment, plusieurs cas ne figurent pas dans la banque DACOR, comme par exemple des personnes en liberté conditionnelle qui pourraient être ré-admises directement dans un pénitencier suivant une récidive (ils ne figureraient pas nécessairement dans DACOR). Toutes les entrées correspondant à la sous-classe de crime pour agression sexuelle (i.e. code 500). furent extraites. Le fichier comporte d'abord 725 entrées, avec 719 hommes, soit 99,2%. En ter-

mes d'âge, 18,3% des sujets ont entre 18 et 29 ans, 40,8% ont entre 30 et 44 ans et 40,8 ont 45 ans et plus.

18-29	3	2	3	3
30-44	2	5	3	2
45-59	6	2	9	9
60-74	6	2	3	6
75-89	6	7	0	7
90-104	2	6	7	2
105-119	2	3	3	9
120-134	0	4	6	6
135-149	0	2	0	0
150-164	0	2	0	0

Le tableau 23 présente le motif d'inscription et de fin d'inscription de 671 sujets (les autres sont encore présents au moment de l'extraction de données).

Tableau 23:

Motif de l'inscription et motif de la fin d'inscription

						0	0	
18-29	\$			3	2		9	2
30-44	2	6	1	5	3	9	6	2
	3			1	2			3
	5	2		4	5	2		9
	10	4	1	1				6
	15				1			1
	9							
	14	5		7	5	2	4	4
	21		1			1		2
	25	3				3		6
15		2	3	2	0	7	8	5

Les données du tableau 23 indiquent que 424 sujets furent inscrits pour une admission après avoir reçu une sentence de moins de 2 ans. Aussi, 139 personnes furent inscrites en attente de procès comme prévenu. Dans l'année, 249 personnes ont été libérées après avoir purgé leur peine de prison. D'autres, soit 207, ont été libérés avant d'avoir

purgé la totalité de leur peine (libération conditionnelle...). Finalement, une centaine de détenus furent transférés au pénitencier. La figure 3 présente la distribution de la sentence des sujets transférés au pénitencier.

Figure 3:
Distribution de la sentence pour les cas transférés au pénitencier

Les cas transférés au pénitencier considérés ici sont ceux condamnés pour une agression sexuelle, ce qui exclue les agresseurs sexuels condamnés pour une infraction plus grave comme la tentative de meurtre ou l'homicide. La sentence moyenne des cas considérés est de 3,75 ans et la médiane tourne autour de 3 ans. La figure 4 présente la distribution de la sentence des sujets ayant reçu une sentence inférieure à deux ans de prison.

Figure 3:
*Distribution de la sentence pour les cas
de sentence inférieure à deux ans*

La sentence moyenne à purger pour ceux condamnés à la prison est de 7 mois. La médiane tourne autour de 9 mois.

3.5 Les agresseurs sexuels admis au Centre Régional de Réception

Une autre source de données sur les agresseurs sexuels se trouve dans les travaux d'un groupe de recherche associé au Centre International de Criminologie (St-Yves et al, 1998). Ce groupe a étudié toutes les personnes admises au Centre Régional de Réception, pénitencier où transitent toutes les personnes condamnées à des peines de 2 ans ou plus d'incarcération.

Dans leur échantillon, on retrouve pour 116 personnes admises en pénitencier pour un crime d'ordre sexuel (certains ont toutefois été condamnés pour un autre crime que l'agression sexuelle, comme par exemple l'homicide).

Durant l'année 1996, 116 agresseurs sexuels furent admis au CRR pour initier leur sentence de deux ans ou plus d'incarcération. Certains

de ces sujets furent toutefois condamnés pour des crimes autres que l'agression sexuelle, soit par exemple un homicide. Du total des sujets, 21,6% étaient âgés entre 18 et 29 ans, 43,1% entre 30 et 44 ans et 35,3% avaient 45 ans ou plus. Le tableau 24 rend compte de la distribution de l'âge et du sexe des victimes.

Tableau 24:

L'âge et le sexe des victimes des agresseurs sexuels

V S E X E	0	6	9	0	9	8
	E	%	%	%	%	
	%	%	%	%	%	
1	6	4	4			8
	%	%	%	%	%	
	%	%	%	%	%	
6	6	5	2	9	6	
	%	%	%	%	%	
	%	%	%	%	%	

Les données montrent que 85,5% des victimes étaient de sexe féminin; la majorité des victimes masculines étant des enfants. Ensuite, 45,7% des victimes étaient âgées entre 1 et 12 ans, 20,7% entre 13 et 17 ans et 33,6% étaient adultes. Le tableau 25 présente la distribution de la relation entre l'agresseur et la victime selon l'âge de la victime.

Tableau 25:

La relation entre l'agresseur et la victime et l'âge de la victime

			Âge de la victime			Total
			0-17	18-24	25+	
Type de relation	Fam.	6	2	5	3	6
	Int.	10	1	2	7	2
	Étr.	1	3	7	9	9
Total	Fam.	16	5	2	9	6
	Int.	11	1	2	7	2
	Étr.	2	3	7	9	9

Les données du tableau 25 montrent que 38,8% des agressions se sont effectuées dans un cadre familial, 44,8% entre intimes ou connaissances et 16,4% impliquent des étrangers. Très peu d'enfants sont victimes de purs étrangers. Le tableau 26 décrit la relation entre l'âge de la victime et l'utilisation d'une arme par l'agresseur (arme à feu, couteau, objet contondant).

Tableau 26:
L’âge de la victime et la présence d’une arme

Enfant	0 à 17 ans	2	0	2	6
	18 à 24 ans	1	4	5	2
Adulte	25 à 64 ans	5	2	9	6

Les données montrent qu’une arme était présente dans 17,2% des agressions sexuelles. Le pourcentage d’utilisation d’une arme est de 1,9% lorsqu’un enfant est victime contre 38,5% lorsque la victime est adulte. Le tableau 27 indique la présence de blessures selon l’âge de la victime.

Tableau 27:
L'âge de la victime et la présence de blessures

e	l				
B	0	6	9	6	8
B	n	%			%
v					
	0	6	4	8	2
	n	%	%		%
				%	%
B	0	6	5	2	9
		%			%
		%		%	%

Les données du tableau 27 montrent que 37,1% des victimes ont été blessées par leur agresseur. Le pourcentage est à 26,4% pour les enfants, 33,3% pour les adolescents et 48,8% chez les adultes.

Des analyses des variables associées à la toxicomanie indiquent que 26,3% des agresseurs avaient consommé de la drogue précédant le délit et que 44,2% avaient consommé de l'alcool (48,3% avaient consommé de l'alcool ou des drogues). Cela n'est pas étonnant puisque l'entrevue avec les sujets indique que 29,2% étaient dépendants à la drogue avant leur arrestation pour le délit actuel et 40,7% étaient dépendants à l'alcool (65,2% des sujets se disent consommateurs réguliers d'alcool et 44,3 se disent consommateurs réguliers de drogues).

Finalement, la sentence des sujets admis au CRR varie entre 2 et 11 ans, avec une moyenne de 3,9 années et une médiane de 3,5. En plus, quatre sujets ont été condamnés à perpétuité, trois avec une période d'éligibilité fixée à 25 ans et un fixée à 12 ans.

4. Données quantitatives sur la violence conjugale

[Retour à la table des matières](#)

Cette section est consacrée à l’étude du volume et de la configuration de la violence conjugale. Plusieurs sources de données seront mises à contribution, soit celles issues des différents sondages disponibles sur le sujet et celles issues des rapports d’événements policiers. Le fait que la violence conjugale ne représente pas un crime particulier (on commet des voies de fait ou une agression sexuelle en contexte conjugal) limite cependant nos investigations. En particulier, nous ne pourrions étudier les statistiques correctionnelles sur ce sujet (bien qu’il existe un champ dans les dossiers DACOR identifiant si le justiciable a été condamné pour un crime de violence commis envers sa conjointe, celui-ci n’apparaissait pas dans notre banque de données d’analyse).

4.1 Les informations issues des sondages

Plusieurs sondages font état de la prévalence de la violence conjugale. Malheureusement, les estimés fournis par les chercheurs varient énormément. Les sources de cette variation sont multiples (Rinfret-Raynor, 1994).

D’abord, l’estimé variera en fonction de la définition adoptée sur la violence conjugale. On peut définir la violence conjugale d’une manière stricte, soit de ne considérer que l’occurrence de comportements qui puissent faire l’objet d’une accusation de nature criminelle, soit le plus souvent des voies de fait, des menaces de mort, mais quelques fois aussi séquestration ou agression sexuelle. C’est, nous croyons la manière la plus adéquate de définir la violence conjugale pour des fins d’estimation de prévalence. D’autres études ont considéré un éventail plus large de comportements, comme par exemple, des menaces et insultes.

Ensuite, l’estimé de prévalence variera en fonction de la période de référence adoptée (dernière année, derniers cinq ans, prévalence à vie...). Les recherches sur la méthodologie des sondages de victimisation précisent que les longues périodes de référence sont associées à de nombreux problèmes, soit l’oubli d’événements réels et le télescopage (le fait de considérer un événement qui se soit produit avant la période de référence). La majorité des sondages de victimisation ont considéré la période de 12 mois comme étant la plus solide d’un point de vue méthodologique. Cependant, si le taux de base du phénomène étudié est particulièrement bas, une période d’un an fournira un estimé qui pourra être instable (qui pourrait varier d’une étude à l’autre).

Le troisième problème est celui de la définition des personnes impliquées. Doit-on seulement considérer les femmes comme victimes? Qu’en est-il des ex-conjoints ou des enfants? Les études sur la violence conjugale considèrent généralement trois groupes d’infracteurs masculins, soit l’ami (relation intime, relation amoureuse, *date*), le conjoint et l’ex-conjoint. Nous nous concentrerons ici sur la violence sur les femmes adultes. À plusieurs moments, nous ne considérerons que la violence commise contre les femmes âgées entre 18 et 49 ans. En effet, les taux de victimisation diminuent énormément après 50 ans (nous pensons que la violence entre personnes plus âgées doit être étudié dans une perspective différente).

4.1.1 Le sondage canadien de victimisation de 1992

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons examiné les fichiers des sondages canadiens de victimisation menée en 1987 et 1992. Deux problèmes nous empêchent d’utiliser les données. D’abord, le nombre de répondants au Québec (autour de 1100) est insuffisant pour mener des analyses inférentielles sur la base des femmes âgées entre 18 et 49 ans qui ont un conjoint (environ 600 dans l’échantillon de 1992). Le second problème est celui que les questions posées portaient davantage sur l’ensemble des formes de victimisation et ne portaient pas précisément sur la violence

conjugale. Ainsi, nous avons des informations sur les femmes victimes de voies de fait (36 sur 638 en 1992), mais ne pouvons pas savoir qui en était l'auteur.

4.1.2 L'enquête sur la violence faite aux femmes

[Retour à la table des matières](#)

Statistique Canada a interviewé entre février et juin 1993 12,300 canadiennes âgées de 16 ans et plus sur leur expériences de victimisation. Une analyse des données pour l'ensemble des provinces canadiennes a été menée et publiée dans le Quotidien (Statistique Canada, 1993, catalogue 11-001F). Le rapport fait état des différences provinciales dans la prévalence globale de la victimisation de violence des femmes. Les actes considérés sont ceux qui seraient de nature à permettre aux policiers de porter des accusations criminelles à l'agresseur (agressions sexuelles, attouchements inopportuns et agressions physiques). Le tableau 1 présente les résultats.

Tableau 1:

Proportion de femmes de 18 ans et plus qui ont déjà été victimes d'actes de violence, selon la province

Provinces:	Proportion
Terre-Neuve	33%
Île-du-Prince-Edouard	51%
Nouvelle-Écosse	50%
Nouveau-Brunswick	46%
Québec	46%
Ontario	53%
Manitoba	49%
Saskatchewan	46%
Alberta	58%
Colombie-Britannique	59%
Canada	51%

Les données présentées au tableau 1 montrent que les femmes québécoises semblent avoir un taux global de victimisation inférieur à celui de la moyenne nationale. En effet, 46% des québécoises auraient déjà été victimes d'un crime de violence contre 53% des ontariennes.

L'analyse menée sur l'ensemble de l'échantillon montre que 10% des canadiennes âgées de 18 ans ou plus auraient été victime d'un geste de violence au cours des douze derniers mois. Les données montrent aussi que la prévalence annuelle varie énormément en fonction de l'âge de la répondante (27% des 18-24 ans, 14% des 25-34 ans, 8% des 35-44 ans, 6% des 45-54 ans et 2% des 55 ans et plus), mais varie peu en fonction du statut socio-économique de la répondante, soit le revenu du ménage (13% des - $\$15,000$, 11% des $\$15,000$ - $\$30,000$, 9% des $\$30,000$ - $\$60,000$ et 10% des $\$60,000$ et plus) ou du niveau de scolarité (8% des moins d'un secondaire cinq, 9% des diplôme d'étude secondaire, 12% des études post-secondaires partielles et 9% des diplôme universitaire).

Ces résultats semblent donc indiquer que la prévalence de victimisation n'est pas associée au statut socio-économique des répondantes. Un tel résultat ne concorde pas avec la presque totalité des études en criminologie montrant une relation extrêmement forte entre le niveau socio-économique et les comportements de violence. Alors, comment expliquer l'absence apparente de relation entre deux indicateurs de situation socio-économique et la prévalence de victimisation annuelle des femmes? Il est possible qu'il existe une relation positive entre le statut socio-économique de la femme et sa capacité de se percevoir comme victime dans le cas d'une agression qui s'est réellement produite.

Le débat sur les déterminants sociaux de la violence faite aux femmes est important puisqu'il permet d'orienter nos politiques de prévention. Doit-on mettre sur pied des programmes visant l'ensemble de la population, au risque de saupoudrer les ressources, ou bien concentrer les fonds sur des groupes sociaux à risque élevé de victimisation? Les analyses présentées dans cette section permettront de mieux cibler les groupes de femmes à risque.

La violence lors des rapports amoureux:

Le terme anglais qui caractérise le type de relation qui nous intéresse maintenant est celui de « date ». Le sondage demandait aux femmes si elles avaient été victimes d'un certain nombre de comportements violents dans le cours d'une *date*. Les résultats qui sont présentés au tableau 2 portent sur l'ensemble des femmes interviewées âgées entre 18 et 49 ans. Nous n'avons pas isolé les célibataires ou les divorcées/séparées puisqu'un nombre important de femmes mariées (ou vivant en union libre) ont aussi été violentées dans un tel contexte.

Tableau 2:

*Nombre de femmes victimes de violence ou de menaces
dans le contexte d'une relation amoureuse*

	Oui, 12 mois	Oui, plus que 12 mois	Non	Pourcentage (total)	Total
Activité sexuelle forcée	6	127	1227	9,78%	1360
Attaque physique	7	54	1300	4,48%	1361
Menaces	1	41	1319	3,09%	1361

Le tableau 2 montre que près de 10% des québécoises disent avoir déjà été contraintes à des activités sexuelles non-désirées dans le contexte d'une relation amoureuse. Au cours des douze mois précédant l'enquête, 13 des 1360 répondantes ont été victimes d'une agression physique ou sexuelle. En extrapolant à une population de 1,748,658 québécoises âgées entre 18 et 49 ans, on pourrait parler de 16,715 agressions physiques ou sexuelles dans le cadre d'une relation amoureuse au Québec chaque année. Nous rappelons qu'il y a évidemment beaucoup d'incidents impliquant de la violence parmi les femmes âgées de 50 ans et plus, des femmes de moins de 18 ans et des hommes. Nous conservons toutefois l'estimé basé sur les femmes de 18-49 ans comme un estimé conservateur du phénomène.

Pour des fins d'analyse, nous avons isolé les femmes qui avaient déjà été victimes d'une agression sexuelle ou d'une agression physique et les avons comparé à celles n'ayant jamais été victimes. Le ta-

bleau 3 présente les résultats des comparaisons en fonction de l’âge, du niveau d’éducation et du revenu familial.

Tableau 3:

Occurrence de la violence dans un contexte amoureux en fonction de l’âge, du niveau d’éducation et du revenu familial de la répondante

	Oui	Total	Pourcentage
Âge:			
18 à 24	42	197	21,32%
25 à 29	49	256	19,14%
30 à 34	36	254	14,17%
35 à 39	30	252	11,90%
40 à 44	34	240	14,17%
45 à 49	13	162	8,02%
Total	204	1361	14,99%
Éducation:	Oui	Total	Pourcentage
Moins que secondaire	34	260	13,08%
Secondaire	53	357	14,85%
Post secondaire	70	485	14,43%
Universitaire	47	258	18,22%
Total	204	1360	15,00%
Revenu familial:	Oui	Total	Pourcentage
Moins que \$10,000	12	72	16,67%
\$10,000 à \$20,000	34	154	22,08%
\$20,000 à \$40,000	61	364	16,76%
\$40,000 à \$60,000	43	354	12,15%
\$60,000 et plus	34	288	11,81%
Total	184	1232	14,94%

Les données présentées au tableau 3 montrent que une relation inverse entre l’âge et la probabilité de victimisation dans un contexte amoureux. En effet, 21% des femmes âgées entre 18 et 24 ans disent avoir été victimisées, comparativement à 8% des femmes âgées entre 45 et 49 ans. Il est quelque peu étonnant de noter une relation si forte compte tenu que les données couvrent la victimisation survenue depuis l’atteinte de la majorité. Ainsi, les femmes âgées, disons entre 35 et 39 ans étaient de jeunes adultes il y a quinze ans. Puisqu’il est im-

pensable qu'une augmentation fulgurante de la violence contre les femmes se soit produite depuis 15 ans, nous n'avons d'autre choix que de penser que les victimes oublient après quelques années.

Les résultats présentés au tableau 3 montre une relation positive entre le niveau d'éducation et la probabilité d'avoir été victime d'une agression physique ou sexuelle dans un contexte de relations amoureuses. Les femmes n'ayant pas complété leur secondaire ont le taux le plus bas (13%) et les universitaires ont le taux le plus élevé (18%). Deux interprétations sont possibles. Les femmes plus éduquées sont plus à même d'identifier une relation amoureuse abusive, ce qui augmente les réponses positives. En second lieu, on peut penser que les femmes les plus âgées (qui ont de bas taux de victimisation) sont aussi les moins éduquées. L'éducation va donc chercher l'effet statistique associé à l'âge des répondantes.

Les femmes victimisées dans le contexte d'une relation amoureuse ont répondu à un certain nombre de questions supplémentaires. Le tableau 4 présente les résultats.

Tableau 4:
Les suites de la victimisation en contexte amoureux

La police a été mis au courant de l'affaire?	Fréquence	Pourcentage
Oui	21	11,17
Non	167	88,83
Total	188	100,00
La police a rencontré la répondante?	Fréquence	Pourcentage
Oui	12	80,00
Non	3	20,00
Total	15	100,00
La police a informé la répondante sur les services existants?	Fréquence	Pourcentage
Oui	5	33,33
Non	10	66,67
Total	15	100,00
La répondante est satisfaite du travail de la police?	Fréquence	Pourcentage
Très satisfaite	7	46,67
Satisfaite	5	33,33
Insatisfaite	3	20,00
Très insatisfaite	0	0
Total	15	100,00
La répondante a contacté un service d'aide?	Fréquence	Pourcentage
Oui	21	11,17
Non	167	88,83
Total	188	

L'information sur les suites de l'agression est disponible pour 188 femmes victimisées. Les réponses indiquent que seulement 11% des affaires ont été rapportées à la police. Dans les cas où la police a été informée de l'affaire, la majorité des victimes ont été rencontrées personnellement par la police (80%). Cependant, seulement une femme sur trois a été informée de services d'aide existants pour les femmes victimisées. Les répondantes ont été majoritairement satisfaites du travail de la police lors de l'affaire. Finalement, 11% des femmes sont venues en contact avec un service d'aide après leur expérience de victimisation.

Nous sommes en droit de nous demander pourquoi seulement 11% des affaires ont été rapportées à la police. Les femmes n'ayant pas rapporté leur victimisation à la police furent questionnées sur les raisons les ayant motivées à ne pas agir. Les données sont présentées au tableau 5.

Tableau 5:

*Les raisons pour lesquelles certaines femmes
n'ont pas déclaré leur victimisation à la police*

	Fréquence	Nombre total	Pourcentage
Considère le crime comme trop mineur	70	138	50,72
N'avait pas besoin d'aide	16	138	11,59
Pensait que la police ne pouvait aider	16	138	11,59
Peur de l'agresseur	12	138	8,70
Pense que la police ne la croirait pas	10	138	7,25

La réponse la plus fréquente est que les victimes ont considéré l'agression comme insuffisamment importante pour alerter la police (dans un cas sur deux). Ensuite, des femmes disent n'avoir pas eu besoin d'aide et d'autres affirment que la police ne pouvait pas aider.

La violence en contexte conjugal:

Le sondage canadien sur la violence faite aux femmes nous permet d'analyser la nature des conflits et types d'agression qui surviennent entre conjoints. Nous nous intéressons ici aux femmes québécoises âgées entre 18 et 49 ans qui vivent avec un conjoint au moment de l'interview. Le tableau 6 fait état des types de comportements que les femmes ont déjà eu à subir de la part de leur conjoint actuel.

Tableau 6:
*Comportements néfastes et violents vécus par les femmes
 au cours de la dernière année*

	Fréquence	Total	Pourcentage
Abus émotionnel	133	945	14,07
Jalousie extrême	50	945	5,29
Tente de limiter les contacts	35	945	3,70
Surveillance allées et venues	85	945	8,99
Dénigre	39	944	4,13
Empêche l'obtention d'un revenu	13	943	1,38
Attaque physique	123	944	13,03
Coups de poing	54	944	5,72
Lancer objet pouvant blesser	30	944	3,18
Pousser, accrocher	105	944	11,12
Activité sexuelle forcée	17	944	1,80

Les données montrent que les attaques physiques semblent plus fréquentes (ou tout aussi fréquentes) que la violence psychologique. Ces résultats peuvent être interprétés par le fait que les violences psychologiques s'interprètent comme des traits de personnalité, ou des caractéristiques fixes du conjoint. Est-ce que le conjoint, généralement, me dénigre ou me surveille? Par contre, les comportements de violence réfèrent à des gestes ponctuels qui se sont déjà produits.

Globalement, 15% (ou 137 sur 945) des femmes ont été victimes d'un crime de violence, soit l'attaque physique, des coups de poing ou une activité sexuelle forcée. Sur la base du rapport entre 137 victimes sur 945 femmes mariées ou vivant en union de fait, nous pouvons estimer à 190,132 femmes étant victimes d'une attaque physique, de coups ou d'agression sexuelle, dans le contexte conjugal chaque année au Québec (sur un total estimé de 1,311,494 femmes âgées entre 18 et 49 ans vivant avec un conjoint).

Le tableau 7 présente les relations entre l’âge, l’éducation et le revenu familial et l’occurrence d’une victimisation violente en contexte conjugal avec le conjoint présent.

Tableau 7:
*Violence conjugale par le présent époux selon l’âge,
l’éducation et le revenu familial*

Âge:	Oui	Total	Pourcentage
18 à 24	19	80	23,75%
25 à 29	22	172	12,79%
30 à 34	28	194	14,43%
35 à 39	23	200	11,50%
40 à 44	30	174	17,24%
45 à 49	15	124	12,10%
Total	137	944	14,51%
Éducation:	Oui	Total	Pourcentage
Moins que secondaire	27	182	14,84%
Secondaire	42	265	15,85%
Post secondaire	45	311	14,47%
Universitaire	23	185	12,43%
Total	137	943	14,53%
Revenu familial:	Oui	Total	Pourcentage
Moins que \$10,000	5	17	29,41%
\$10,000 à \$20,000	14	62	22,58%
\$20,000 à \$40,000	43	245	17,55%
\$40,000 à \$60,000	32	287	11,15%
\$60,000 et plus	32	262	12,21%
Total	126	873	14,43%

Il ne semble pas exister une relation positive claire entre l’âge de la répondante et sa probabilité de victimisation en contexte conjugal. En effet, les plus jeunes sont le plus à risque (34%), mais les autres groupes ne se distinguent pas les uns des autres. Le niveau d’éducation ne semble pas relié aux risques de victimisation, mais le revenu familial est négativement associé à la victimisation. Les femmes vivant dans des situations de détresse économique ont de loin le taux de victimisation le plus élevé.

4.1.3 L’enquête Santé-Québec

[Retour à la table des matières](#)

L’enquête Santé-Québec menée en 1992 comprenait une section destinée à un sous-échantillon de femmes vivant avec un conjoint à la maison devant répondre à un questionnaire sur les conflits. Nous rappelons que Santé-Québec indique clairement que les résultats de ce sous-échantillon ne devaient pas faire l’objet d’inférence à l’ensemble de la population du Québec. Faute de meilleures données, nous nous permettons toutefois ici d’effectuer des inférence à l’ensemble de la population.

Les résultats présentés ici portent sur 3,478 âgées entre 18 et 49 ans ayant un conjoint à la maison. Le tableau 8 présente les réponses aux questions portant sur l’occurrence de certains comportements au cours de la dernière année.

Tableau 8:

*Fréquence de certains comportements perpétrés
par le conjoint au cours de la dernière année*

	Jamais	1 fois	2 fois	3 à 5 fois	6 à 10 fois	11 à 20 fois	20 fois ou plus	Pourcentage	Nombre total estimé (échantillon)	Nombre estimé sur 1,311,494 femmes mariées (18-49 ans)
Menace à l'aide d'un objet	3296	49	35	28	6	6	11	3,93%	625	235677
Lancer quelque chose sur	3396	25	9	18	6	0	2	1,74%	203	76548
Bousculer	3286	96	35	26	5	5	3	4,92%	444	167425
Gifler	3398	37	10	5	4	1	3	1,74%	193	72777
Coups de pied ou poing	3426	10	6	5	1	0	3	0,72%	123	46381
Frapper avec objet	3442	12	1	1	0	0	1	0,43%	43	16215
Donner une racler	3441	10	1	3	0	0	2	0,46%	73	27527
Essayer d'étrangler	3430	16	3	3	0	0	1	0,67%	58	21871
Menace au couteau ou fusil	3449	2	0	0	1	0	1	0,12%	34	12821
Coups de couteau	3454	0	0	0	0	0	1	0,03%	25	9427
Activité sexuelle sous menaces	3424	7	9	4	3	1	5	0,84%	200	75417

Les résultats montrent que 5% des femmes ont été bousculées au cours de la dernière année alors que 4% ont été l'objet de menaces. On a lancé un objet en direction de la conjointe ou on l'a gifler dans 2% des ménages. Le nombre total estimé est l'addition des fréquences par le nombre de répondantes, soit pour les menaces 49 fois 1, plus 35 fois deux, plus 28 fois 3,5, etc. Le nombre estimé sur la base de 1,311,494 femmes mariées (ou vivant en union de fait) est issu d'un rapport entre le nombre constaté sur le nombre de femmes dans l'échantillon (estimé conservateur).

Globalement, 105 femmes sur les 3,468 de l'échantillon, soit 3,03% ont été victimes dans le contexte conjugal au cours de la dernière année d'un des crimes suivants: coup de pied ou poing, frapper avec un objet, donner une racler, essayer d'étrangler, menace avec couteau ou fusil, coups de couteau ou activité sexuelle sous menace. Le tableau 9 présente les relations entre la scolarité, l'âge et le statut socio-économique et l'occurrence d'une victimisation au cours de la dernière année.

Tableau 9:

Les relations entre la violence conjugale au cours de la dernière année et l'éducation, l'âge et la suffisance du revenu

Scolarité:	Oui	Total	Pourcentage
1 ^{er} quintile	39	773	5,05%
2 ^{ième} quintile	23	712	3,23%
3 ^{ème} quintile	14	581	2,41%
4 ^{ième} quintile	12	635	1,89%
5 ^{ième} quintile	2	468	0,43%
Groupe d'âge:	Oui	Total	Pourcentage
18 à 24 ans	15	189	7,94%
25 à 44 ans	62	2021	3,07%
45 à 64 ans	26	1207	2,15%
Situation économique:	Oui	Total	Pourcentage
Très pauvre	21	117	17,95%
Pauvre	28	400	7,00%
Moyen inférieur	30	1124	2,67%
Moyen supérieur	20	1454	1,38%
Supérieur	6	373	1,61%

Les données présentées au tableau 9 montrent une relation très étroite entre les risques de violence conjugale et le niveau de scolarité de la répondante. Environ 5% des femmes moins scolarisées ont été victimes comparativement à moins de 1% des femmes les plus scolarisées. Une relation similaire peut être trouvée avec la situation économique: 18% des femmes très pauvres ont été victimisées au cours de la dernière année par le conjoint comparativement 1,6% des femmes de la strate supérieure de revenu. L'âge présente toutefois une configuration particulière. D'abord, les très jeunes femmes sont les plus à risque (8%), mais les différences entre les 25-44 ans et les 45-64 ans ne sont pas marquantes.

4.2 Les données issues de la déclaration uniforme de la criminalité

[Retour à la table des matières](#)

Depuis quelques années, les policiers colligent systématiquement l’information sur les crimes déclarés à l’aide d’un rapport d’événement standard. Il est alors possible de croiser les variables désignant la violence interpersonnelle à celles du sexe de la victime et de la relation entre la victime et l’agresseur. Les types de relations considérées sont celles entre conjoints, ex-conjoints et amis intimes.

Le ministère de la sécurité publique du Québec a publié un rapport d’analyse sur la violence conjugale en 1995 (DGSP, 1996). Il n’est donc pas utile de procéder à notre propre analyse de la même banque de données. Les tableaux présentés dans les deux premières sections sont donc tirés intégralement du rapport.

4.2.1 Les données issues des rapports d’événements criminels informatisés

[Retour à la table des matières](#)

Il y a environ 50,000 crimes de violence de commis au Québec par année, dont la moitié impliquent des femmes en tant que victime. En 1995, 24,840 femmes étaient victimes d’un crime de violence, dont 9,142 ont été commis par un conjoint, un ex-conjoint ou un ami intime. Le tableau 10 présente le décompte.

Tableau 10:
Les cas de violence conjugale connus de la police

	Violence conjugale	Total des victimisations des femmes	Pourcentage en contexte familial
Meurtre et tentative	59	146	40,41%
Agression sexuelle	259	3158	8,20%
Voies de fait	7894	14639	53,92%
Enlèvement et séquestration	93	350	26,57%
Vol qualifié	0	4590	0,00%
Harcèlement criminel	837	1652	50,67%
Autres crimes violents	0	305	0,00%
Total	9142	24840	36,80%

Source: Direction générale des services policiers, 1996, Statistiques 1995: Violence conjugale. Ministère de la sécurité publique du Québec.

Les données montrent que 14,639 des 24,840 femmes ayant été victimes de voies de fait l'ont été dans un contexte familial, soit 54%. Globalement, 36,8% des victimisations violentes des femmes se font dans un contexte conjugal. Le tableau 11 présente, pour chaque type de crime, la proportion des trois genres d'agresseurs.

Tableau 11:
La relation entre l'agresseur et la victime dans les cas de violence conjugale

	Conjoint (%)	Ex-conjoint (%)	Ami intime (%)	Total
Meurtre et tentative	48,21%	42,86%	8,93%	100
Agression sexuelle	26,79%	41,52%	31,70%	100
Voies de fait	59,48%	28,13%	12,39%	100
Enlèvement et séquestration	46,67%	36,67%	16,67%	100
Harcèlement criminel	4,51%	83,47%	12,02%	100
Total	53,62%	33,49%	12,89%	100

Source: Direction générale des services policiers, 1996, Statistiques 1995: Violence conjugale. Ministère de la sécurité publique du Québec.

Visiblement, les conjoints sont les principaux acteurs de la violence conjugale, avec globalement 53,6% des incidents. Les ex-conjoints représentent un agresseur sur trois et les amis intimes, près de 13% des cas. Comme on pourrait s’y attendre, les amis intimes augmentent en importance pour l’agression sexuelle, alors que les ex-conjoints comptent pour 85,5% des cas de harcèlement criminel.

4.2.2 L’évolution entre 1988 et 1995

[Retour à la table des matières](#)

La Direction générale des services policiers, dans le rapport mentionné, a mené une analyse des années antérieures pour tenter d’identifier les tendances en matière de violence conjugale rapportée. Il faut cependant se rappeler que les données présentées sont assorties d’un certain nombre de limites méthodologiques, ce qui nous contraint à effectuer une interprétation prudente des résultats. Le tableau 12 présente les résultats d’évolution des dossiers classés (lorsque mise en accusation ou classés sans mise en accusation).

Tableau 12:
Évolution de la violence conjugale entre 1988 et 1995

Conjoints:	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Meurtre et tentative	19	26	33	19	29	18	24	31
Agression sexuelle	39	32	41	53	201	64	69	63
Voies de fait	3832	3970	4265	4532	4370	5044	4580	4529
Total	3890	4028	4339	4604	4600	5126	4673	4623

Ex-conjoints:	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Meurtre et tentative	8	11	18	11	20	17	9	22
Agression sexuelle	40	44	52	56	127	82	80	95
Voies de fait	1258	1404	1544	1899	2053	2331	2190	2142
Total	1306	1459	1614	1966	2200	2430	2279	2259

Total	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Meurtre et tentative	27	37	51	30	49	35	33	53
Agression sexuelle	79	76	93	109	328	146	149	158
Voies de fait	5090	5374	5809	6431	6423	7375	6770	6671
Total	5196	5487	5953	6570	6800	7556	6952	6882

% ex-conjoints:	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Meurtre et tentative	29,63%	29,73%	35,29%	36,67%	40,82%	48,57%	27,27%	41,51%
Agression sexuelle	50,63%	57,89%	55,91%	51,38%	38,72%	56,16%	53,69%	60,13%
Voies de fait	24,72%	26,13%	26,58%	29,53%	31,96%	31,61%	32,35%	32,11%
Total	25,13%	26,59%	27,11%	29,92%	32,35%	32,16%	32,78%	32,82%

Source: Direction générale des services policiers, 1996, Statistiques 1995: Violence conjugale. Ministère de la sécurité publique du Québec.

Les résultats présentés au tableau 13 montrent d'abord que les cas de violence conjugale de conjoints ont augmenté entre 1988 et 1993, pour redescendre légèrement depuis. La même tendance est observable pour les agressions d'ex-conjoints. Au total, il y eut 7,556 cas d'enregistrés en 1993, contre 6882 en 1995. La dernière section du tableau présente le pourcentage de chacun des deux genres d'agresseurs. On peut voir que le pourcentage des crimes commis par les ex-conjoints a augmenté entre 1988 et 1995; il est passé de 25% à 33%.

4.2.3 Comparaison de violence conjugale dans l'espace urbain

[Retour à la table des matières](#)

Le tableau 13 présente les quartiers de la Communauté Urbaine de Montréal qui ont des fort et faible taux en matière de violence conjugale. Les données proviennent de l'étude de Ouimet, Tremblay et Morselli (1996). Nous avons isolé les cas de voies de fait contre des femmes pour lesquels l'agresseur était le conjoint, l'ex-conjoint ou l'ami intime de la victime. Le tableau présente les dix quartiers où le nombre de cas signalés est le plus fort et les cinq quartiers où ce nombre est le plus faible.

Tableau 13:

*La violence conjugale dans les quartiers
de la Communauté Urbaine de Montréal en 1995*

QUARTIER	Nombre	Population	Taux par 1,000
Les 5 quartiers les moins élevés:			
Mont-Royal/CDN-N	21	23395	0,90
Beaconsfield/Baie-d'Urfée/Kirkland/Senneville/Ile-Bizard/St-Anne-de-Bellevue	27	49536	0,55
Côte-St-Luc/Hampstead/Montréal-Ouest	30	42745	0,70
Westmount/NDG-E	30	27590	1,09
Ville-Marie-N (centre-ville ouest)	32	23220	1,38
Les 10 quartiers les plus élevés:			
St-Michel-N	96	28221	3,40
Côte-des-Neiges-SO	106	54642	1,94
Petite-Patrie-O	108	28734	3,76
Rosemont-SO	110	41017	2,68
Lachine/Saint-Pierre	115	40539	2,84
Notre-Dame-de-Grâce	119	55372	2,15
Pointe-aux-Trembles/Montréal-Est	123	55061	2,23
Montréal-Nord-O	125	51518	2,43
Pte-S-Charles/St-Henri/P.-Bourgogne	155	36427	4,26
Hochelaga-Maisonneuve	177	42903	4,13

Le nombre de cas de violence conjugale signalés en 1995 montre que les quartiers où ce phénomène est le plus fréquent sont ceux de Hochelaga-Maisonneuve et de Pointe-St-Charles/St-Henri/Petite-Bourgogne. À l'autre extrême, bien peu de cas signalés de violence conjugale dans Mont-Royal ou Westmount. Le taux par 1,000 habitants est plus de quatre fois supérieur à celui enregistré pour les quartiers où la fréquence est minimale.

L'étude de Ouimet et al. (1996) permet de caractériser les 49 postes de quartiers sur des variables de recensement de 1991. Ces données peuvent être utilisées afin de mettre en relation divers indicateurs sociaux et le taux de violence conjugale des 49 postes de quartier de Montréal. Le tableau 14 présente les résultats (corrélations partielles, avec contrôle pour la population résidente).

Tableau 14:

Facteurs sociaux associés au taux de voies de fait conjugales

Variable:	Corrélation
Taux de chômage	,69**
Pourcentage de résidents vivant sous le seuil de la pauvreté	,73**
Pourcentage de 15 ans et plus n'ayant pas atteint la 9 ^{ième} année	,59**
Pourcentage de familles monoparentales	,73**
Pourcentage de locataires	,63**
Pourcentage de personnes ayant déménagé depuis 5 ans	,48**
Note: * signifie que $p < ,05$; ** signifie que $p < ,01$.	

Les corrélations présentées dans le tableau 14 montrent que le taux de voies de fait conjugales est fortement associé à divers indicateurs de pauvreté sociale, soit un taux de chômage élevé, un fort pourcentage de résidents pauvres, une faible scolarisation, un pourcentage élevé de locataires et une mobilité résidentielle élevée. Le pourcentage de familles avec enfants à la maison dirigée par une seule personne est l'indicateur social le plus puissant.

4.3 Les données issues du système DACOR

[Retour à la table des matières](#)

Il nous a été impossible d’analyser le nombre de cas de violence conjugale transitant par les services correctionnels puisque le comportement en question ne représente aucune catégorie légale spécifique. Cependant, pour fins d’information, nous avons estimé le nombre de cas condamnés à servir une peine de prison pour des délits fréquemment associés à la violence conjugale. Dans une année, il y aurait environ 204 personnes condamnées à servir une peine de prison pour une agression armée, 70 cas pour harcèlement criminel, 413 pour avoir proféré des menaces, 40 pour séquestration et 1128 pour voies de faits.

5. Données générales sur l’alcool, la drogue et la criminalité

[Retour à la table des matières](#)

La présente section examine des données relatives à l’alcool, aux drogues et à la criminalité. Trois principaux types de données seront examinées, soit les données issues des sondages, les données issues du système de la Déclaration Uniforme de la Criminalité et les données issues du système DACOR (informations correctionnelles).

5.1 Les informations issues des sondages

5.1.1 L’enquête sur la violence faite aux femmes

[Retour à la table des matières](#)

L’enquête sur la violence faite aux femmes est intéressante parce qu’elle permet de mieux comprendre le rôle de l’abus d’alcool des agresseurs dans la victimisation des femmes. Le tableau 1 propose la proportion des différents types de violence faite aux femmes qui impliquaient une consommation d’alcool de la part de l’agresseur.

Tableau 1:
*Consommation d’alcool avant ou au moment du délit
par l’agresseur selon le type de geste posé*

	Avait consommé	Total	Pourcentage
Étranger: agression sexuelle	18	40	45,00%
Étranger: attouchement	28	76	36,84%
Ami intime: agression sexuelle	32	68	47,06%
Connaissance: agression sexuelle	12	40	30,00%
Connaissance: attouchement	26	86	30,23%
Étranger: attaque physique	6	11	54,55%
Ami intime: attaque physique	8	27	29,63%
Connaissance: attaque physique	8	17	47,06%
Étranger: menaces	6	23	26,09%
Ami intime: menaces	7	14	50,00%
Connaissance: menaces	4	16	25,00%
	155	418	37,08%

Dans le sondage, 40 femmes âgées entre 18 et 49 ans disent avoir été agressé sexuellement par un étranger. De celles-là, 18 affirmèrent que l’agresseur avait visiblement bu avant le crime, pour un pourcentage de 45%. Parmi les autres genres d’agression impliquent une forte proportion de consommation d’alcool de la part de l’agresseur, notons l’agression sexuelle par un ami intime (i.e. date) avec 47%, l’attaque physique par un étranger avec 55%, l’attaque physique par une connaissance avec 47% et les menaces faites par un ami intime avec 50%. Globalement, 37% des femmes victimes de violence au Québec affir-

ment que l'agresseur avait bu avant ou au moment du crime. Il semble donc que la consommation d'alcool soit un facteur de risque pour les agressions contre les femmes.

Le tableau 2 rapporte le même pourcentage mais en comparant plus directement la nature de la relation entre l'agresseur et la victime.

Tableau 2:
*Consommation d'alcool avant ou au moment du délit
par l'agresseur selon la relation entre l'agresseur et la victime*

Relation:	Avait consommé	Total	Pourcentage
Étranger	58	150	38,67%
Ami intime	47	109	43,12%
Co-travailleur	5	37	13,51%
Famille élargie	24	59	40,68%
Ami/voisin	21	50	42,00%
Autre	0	13	0,00%
Total	155	418	37,08%

Le tableau 2 montre que les crimes perpétrés par un étranger, un ami intime, un membre de la famille élargie ou un ami ou voisin impliquent, plus de 4 fois sur 10 la présence de l'alcool chez l'agresseur. Les agressions commises par un collègue ou co-travailleur impliquent moins souvent une consommation d'alcool.

Le sondage sur la violence faite aux femmes nous permet d'examiner de plus près les questions entourant le phénomène de la violence conjugale. Le tableau 3 présente les résultats de la relation entre la consommation d'alcool du conjoint masculin et le pourcentage d'occurrence de violence conjugale, tel que défini dans une section antérieure de ce rapport.

Tableau 3:
*Fréquence de consommation d’alcool du conjoint
 et occurrence de violence conjugale*

Époux consomme:	Violence	Total	Pourcentage
Tous les jours	12	45	26,67%
4 à 6 fois	13	59	22,03%
2 à 3 fois	23	160	14,38%
1 fois	24	180	13,33%
1 fois ou 2 dernier mois	38	304	12,50%
Pas dans le dernier mois	14	115	12,17%
Ne bois pas	11	76	14,47%
Total	135	939	14,38%

Le tableau 3 montre que 14% des femmes ayant un conjoint et âgées entre 18 et 49 ans ont subi un épisode de violence conjugale au cours de la dernière année. Le pourcentage varie énormément en fonction de la consommation d’alcool du conjoint. En effet, lorsque le conjoint consomme de l’alcool à tous les jours, on note que 27% des femmes disent avoir été victimisées au cours de l’année. Ce pourcentage varie de manière inverse à la fréquence de consommation du conjoint. Le tableau montre toutefois que les époux qui ne consomment pas du tout ont un pourcentage plus élevé de violence.

5.1.2 L’enquête Santé-Québec

[Retour à la table des matières](#)

L’enquête Santé-Québec ne nous aide malheureusement pas beaucoup dans l’étude des rapports entre toxicomanies et criminalité (les questions ayant trait à la police ne furent posées que dans certains cas, soit lorsque le répondant disait vouloir baisser sa consommation suite à des problèmes sociaux rencontrés). Par contre, il est possible de s’intéresser aux questions de la prévalence de l’utilisation des drogues illicites. Le tableau 5 présente les résultats basés sur un échantillon de 14,776 adultes âgés entre 18 et 49 ans. Les estimés du nombre total de consommateurs au Québec ont été faits à partir d’une population

d’adultes âgés entre 18 et 49 ans de 3,497,316. Le tableau 5 présente les résultats.

Tableau 5:
Prévalence de la consommation de drogues illicites

Type	Nom- bre ayant déjà con- sommé	Nombre au cours des 12 mois	Échan- tillon	% déjà consom- mé	% au cours des 12 mois	Estimé ayant déjà consommé pour le Québec	Estimé ayant consommé de- puis 12 mois au Québec
Marijuana	5098	1568	14776	34,50%	10,61%	1 206 640	371 128
Amphétamines	777	100	14776	5,26%	0,68%	183 907	23 669
Cocaïne et crack	1318	408	14776	8,92%	2,76%	311 956	96 569
Héroïne	73	7	14776	0,49%	0,05%	17 278	1 657
Opiacés	168	39	14776	1,14%	0,26%	39 764	9 231
Drogues psy- chédéliques	1133	162	14776	7,67%	1,10%	268 169	38 344

Les données montrent que 34,5% des gens avouent avoir déjà consommé de la marijuana et que 10,6% avouent en avoir consommé au cours des 12 mois précédant l’enquête. La cocaïne (et le crack) est la deuxième substance la plus populaire. En termes de population totale ayant consommé de la drogue illicite au cours des 12 mois précédant l’enquête (estimé conservateur, excluant mineurs et adultes de 50 ans et plus), on parle de 371,000 consommateurs de marijuana, de 96,000 consommateurs de cocaïne (et crack) et de 38,000 adeptes des drogues psychédéliques (LSD, PCP). Le nombre estimé de drogues plus rares, telle l’héroïne, a bien des chances de ne pas bien représenter la réalité (l’estimé n’est basé que sur 7 consommateurs dans l’échantillon).

5.2 La Déclaration Uniforme de la Criminalité

[Retour à la table des matières](#)

Concernant les statistiques policières, nous avons divisé notre propos en deux parties. D’abord, nous traiterons de l’évolution et de la structure de la criminalité reliées à la culture, possession ou trafic de drogues. Ensuite, à l’aide des informations comprises dans les rapports d’événements informatisés, nous traiterons des relations entre criminalité et drogues.

5.2.1 L’évolution des infractions reliées aux drogues

La figure 1 illustre l’évolution des trois grandes formes de criminalité entre 1962 et 1996.

Figure 1:

*Évolution des trois grandes formes de criminalité
entre 1962 et 1996*

La figure 1 indique que les trois grandes formes de criminalité ont suivi un mouvement continu de hausse entre 1962 et les années quatre-vingt. Par contre, les crimes contre la propriété (vol de véhicule à moteur, introduction avec effraction, vol) ont plafonné au début des années quatre-vingt, ont augmenté entre 1989 et 1991 pour ensuite redescendre. Les crimes de violence (homicide, vol qualifié, voies de fait, agression sexuelle) ont augmenté de manière importante durant les années quatre-vingt et diminuent de manière importante depuis. Les autres crimes (recel, fraude, incendie...) ont arrêté leur progression à partir de 1990. En somme, depuis quelques années, la criminalité est stable ou diminue. La figure 2 illustre l'évolution de l'ensemble des infractions reliées à la drogue au Québec.

Figure 2:

Évolution des infractions reliées à la drogue entre 1962 et 1996

La figure 2 illustre clairement que les infractions reliées à la drogue ne suivent pas la même tendance que les autres genres d'infraction. En effet, la hausse observée dès 1965 n'a cessé de se reproduire. De plus, alors que la presque totalité des types d'infractions stagnent depuis quelques années, les infractions reliées à la drogue continuent de croître. Il va sans dire que la hausse dans les crimes signalés ou connus de la police ne signale pas nécessairement une hausse de la consommation. Le nombre de crimes reliés à la drogue est étroitement lié aux activités de contrôle mis en place par les corps policiers.

Le tableau 6 présente l'évolution de différents types de crimes depuis 1991. On y présente le nombre de crimes réels connus pour chacune des années et la différence exprimée en pourcentage entre la moyenne pour 1991-92 et 1995-96. Il est à noter que les données de 1996 sont issues d'un rapport non-officiel sur la criminalité (listing informatique produit en juin 1997).

Tableau 6:
Évolution des catégories de crimes entre 1991 et 1996

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1991-92 à 1995-96
CODE CRIMINEL (TOTAL)	580 151	573 650	528 828	496 869	500 987	439 129	-19%
CRIMES DE VIOLENCE (TOTAL)	54 224	56 766	53 629	53 117	49 200	44 812	-15%
Homicide	184	166	159	126	136	125	-25%
Tentative de meurtre	334	400	412	358	331	294	-15%
Voies de fait (total)	39 939	42 397	41 384	41 845	38 396	33 792	-12%
Vol qualifié (total)	12 850	12 776	10 640	9 798	9 279	9 279	-28%
CRIMES CONTRE LA PROPRIÉTÉ (TOTAL)	392 174	379 302	348 208	317 564	295 957	302 363	-22%
Introduction par effrac- tion (total)	128 408	124 395	115 918	103 087	102 773	103 143	-19%
Vol de véhicule à moteur (total)	47 715	49 374	47 965	43 854	43 972	49 580	-4%
Vol simple (total)	188,010	179,325	156,209	158,958	149,212	149,639	-19%
AUTRES CRIMES (TOTAL)	162 730	159 275	175 176	158 069	155 830	145 955	-6%
Recel (total)	2 723	2 921	8 327	3 346	2 754	2 754	-2%
Fraude (total)	25 318	22 747	19 790	18 319	17 276	18 059	-26%
Prostitution (total)	2 013	1 980	1 711	1 457	1 594	1 212	-30%
Jeux et paris (total)	174	211	197	72	20	92	-71%
Armes offensives	1 427	1 467	1 532	1 560	1 458	1 206	-8%
Incendie criminel (total)	2 894	4 335	3 864	3 814	3 961	3 915	9%
Enlèvement (total)	381	515	588	682	565	820	55%
Monnaie contrefaite (to- tal)	2 235	3 913	4 967	9 372	18 959	10 051	372%
Évasion d'une garde lé- gale	1 046	934	776	728	738	639	-30%
Lois sur le cautionnement	6 745	7 595	8 431	9 119	9 129	8 044	20%
Liberté illégale	1 647	1 650	1 646	2 053	2 098	2 048	26%
Méfait (dommage, vand..., total)	76,976	75,252	65,149	59,574	58,856	61,815	-21%
LOIS FÉDÉRALES SUR LES DROGUES (TOTAL)	9 131	9 745	11 185	11 789	12 118	13 353	35%
Héroïne (total)	204	199	211	170	159	147	-24%
Possession	59	57	46	52	50	42	-21%
Trafic	106	120	113	93	90	93	-19%
Importation	39	22	52	25	19	12	-49%
Cocaïne (total)	4 134	4 186	3 867	3 622	3 358	3 229	-21%
Possession	1 561	1 582	1 395	1 330	1 218	1 219	-22%

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1991-92 à 1995-96
Trafic	2 467	2 520	2 309	2 161	2 017	1 923	-21%
Importation	106	84	163	131	123	87	11%
Autres drogues (total)	999	1 331	1 732	1 696	1 789	1 788	54%
Possession	620	835	1 044	1 059	1 104	1 068	49%
Trafic	364	484	679	590	673	699	62%
Importation	15	12	9	47	12	21	22%
Cannabis (total)	3 625	3 778	5 083	5 969	6 564	7 849	95%
Possession	2 099	2 216	2 858	3 416	3 752	4 429	90%
Trafic	1 225	1 179	1 687	1 841	1 779	2 140	63%
Importation	125	87	146	141	92	80	-19%
Culture	176	296	392	571	941	1 200	354%

Le tableau 6 montre que la plupart des catégories de crimes violents diminuent entre 1991-92 et 1995-96, comme par exemple l'homicide (-25%), les voies de fait (incluent les agressions sexuelles, -12%) et les vols qualifiés (-28%). Les principales formes de crimes contre la propriété montrent aussi des tendances à la décroissance (-19% pour l'introduction avec effraction et le vol simple). Parmi les autres crimes, on remarque des baisses importantes pour les fraudes (-26%) ou les méfaits (incluent vandalisme, -21%). Les crimes qui augmentent en nombre (plus de 10%) sont l'enlèvement, les infractions à la loi sur le cautionnement et la liberté illégale.

L'évolution récente des infractions relatives aux drogues révèlent des choses intéressantes. D'abord, le nombre total d'infractions est passé de 9,131 en 1991 à 13,353 en 1996, soit une augmentation moyenne (91-92 et 95-96) de +35%. Parmi les types de drogues, les infractions liées à l'héroïne diminuent (-24%) ainsi que celles reliées à la cocaïne (-21%). À l'inverse, les infractions pour les autres drogues (ce qui inclut le PCP) ont augmenté de 54% et celles relatives au cannabis ont augmenté de 95% (elles ont doublé en cinq ans). On peut donc penser que les drogues chimiques et le cannabis ont effectué un retour en force et parviennent à faire baisser la popularité de l'héroïne et de la cocaïne.

Phénomène singulier, les infractions pour culture de cannabis sont passé de 176 en 1991 à 1,200 en 1996. Il s'agit d'une hausse (91-92 à 95-94) de plus de 350% en cinq ans. La culture du cannabis semble

donc être devenue une activité plus répandue. On y retrouve deux formes, soit celle des planteurs (le plus souvent dans des terrains appartenant à la couronne) et celle de la production en serre (culture hydroponique). La hausse des cas de culture ne veut pas nécessairement dire qu’il y a plus de plantations ou de planteurs qu’avant; elle ne fait que le suggérer. Il est toujours possible que les priorités des policiers aient changé depuis quelques années et que les policiers ont en quelque sorte découvert un nouveau genre d’infraction. Une position réaliste est d’affirmer que les deux phénomènes sont concomitants: plus de planteurs et de plantations et une plus grande priorité policière à ce type d’infraction.

5.2.2 Les variations dans l’espace

[Retour à la table des matières](#)

Le tableau 7 présente un certain nombre d’éléments nous permettant de connaître la distribution spatiale des infractions relatives aux drogues. Les données sont tirées du document de Ouimet et Tremblay (1992). On retrouve dans ce tableau le nombre réel d’infractions (et le taux, soit l’incidence), le nombre d’hommes, de femmes, de garçons, de filles et de juvéniles traités hors-cours accusés (et le taux de juvénalité, l’incidence chez les jeunes et le taux de féminité).

Tableau 7:
Infractions relatives aux drogues en 1993
selon les régions administratives

Infractions aux lois fédérales sur les drogues:	Popula- tion	Popu- lation de 12 à 17 ans	Nom- bre réel	Hom- mes	Fem- mes	Ga- r- çons	Fill- es	Juv. sans in- cul- pa- tion	Inciden- ce	Juvé- nilité (ratio jeunes accu- sés et hors cours - total solu- tions)	Inciden- ce chez les jeunes (gars - filles et hors cours)	Fémini- té (ratio femmes et filles accu- sées- tot- person- nes ac- cusées)
Régions	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre	Taux p a r 1000	Pour- c e n- tage	Taux p a r 1000	P o u r- centage
Bas-Saint-Laurent	205137	18159	266	100	9	38	4	1	1,30	0,28	2,31	0,09
Saguenay / Lac-St-Jean	286159	28185	217	85	8	6	0	8	0,76	0,06	0,21	0,08
Québec	616801	46453	886	556	108	48	12	25	1,44	0,08	1,29	0,17
Mauricie / Bois-francs	466203	39294	763	330	54	63	5	27	1,64	0,15	1,73	0,13
Estrie	268413	23253	329	102	20	19	2	10	1,23	0,15	0,90	0,15
Montréal	1775871	110867	3256	3600	390	116	13	8	1,83	0,03	1,16	0,10
Outaouais	284105	24749	579	381	48	23	4	2	2,04	0,06	1,09	0,11
Abitibi / Témiscamingue	151978	15040	474	208	26	11	2	15	3,12	0,05	0,86	0,11
Côte-Nord	103224	10307	477	202	23	4	1	9	4,62	0,02	0,49	0,10
Nouveau-Québec	36310	4929	144	46	8	1	0	1	3,97	0,02	0,20	0,15
Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine	105968	9430	243	116	13	10	1	13	2,29	0,08	1,17	0,10
Chaudière / Appalaches	367953	34575	440	234	34	39	3	8	1,20	0,14	1,21	0,12
Laval	314398	24727	433	289	76	8	4	5	1,38	0,03	0,49	0,21
Lanaudière	346263	32552	282	189	34	22	2	8	0,81	0,10	0,74	0,15
Laurentides	370306	32835	765	380	93	36	5	8	2,07	0,08	1,25	0,19
Montréal	1207467	107273	1134	576	50	83	6	34	0,94	0,12	0,83	0,08
Total:	6906556	562626	10688	7394	994	527	64	182	1,91	0,09	1,00	0,13

Globalement, sur 10,688 crimes dont nous avons l'information, il y eut 7,394 hommes accusés, 994 femmes, 527 garçons, 64 filles et 182 juvéniles traités hors-cours. Ces chiffres nous permettent d'affirmer que le taux d'infractions relatives à la drogue est de 1,91 par 1,000 habitants et que l'incidence chez les jeunes est de 1,00 par 1,000 adolescents âgés entre 12 et 17 ans. Les juvéniles comptent pour 9% des personnes accusées et les femmes (et filles) comptent pour 13% du total.

En termes de nombre d'infractions relatives à la drogue, c'est la région de Montréal-Centre qui arrive en tête avec 3,256 infractions. Suivent les régions de la Montérégie (1,134) et de Québec (886). En termes de taux par 1,000 habitants, on retrouve d'abord les régions de la Côte-Nord (4,62), du Nouveau-Québec (3,97) et de l'Abitibi-Témiscamingue (3,12). Les régions où les accusations portent le plus fréquemment sur des jeunes sont celles de Mauricie-Bois-Francs (15%) et Estrie (15%) de Chaudière-Appalaches (14%).

Le tableau 8 permet de mettre en relation les affaires relatives à la drogue avec les autres types d'infraction au Code Criminel pour chacune des régions administratives.

Tableau 8:
*la criminalité en 1996 selon les grands types d'infraction
 par régions administratives*

	Cri- mes de vio- lence	Cri- mes contre la pro- priété	Au- tres cri- mes	Total Code crimi- nel	Lois fédé- rales sur les dro- gues	Total	% crimes de vio- lence	% cri- mes contre la pro- priété	% au- tres crimes	% Code crimi- nel	% Lois fédéra- les sur les dro- gues
Bas-Saint-Laurent	826	4480	3274	8580	289	8869	1.98%	1.48%	2.24%	1.75%	2.16%
Sag./Lac-St-Jean	1483	10229	4396	16108	340	16448	3.55%	3.38%	3.01%	3.29%	2.55%
Québec	3587	26987	12042	42616	1617	44233	8.58%	8.92%	8.25%	8.69%	12.11%
Mauricie / B-francs	2024	16262	7767	26053	1074	27127	4.84%	5.37%	5.32%	5.31%	8.04%
Estrie	1149	9735	4665	15549	514	16063	2.75%	3.22%	3.20%	3.17%	3.85%
Montréal	19070	111713	51187	181970	2847	184817	45.61%	36.92%	35.07%	37.11%	21.32%
Outaouais	1614	10294	6265	18173	681	18854	3.86%	3.40%	4.29%	3.71%	5.10%
Abitibi-Témisc.	909	4817	2819	8545	302	8847	2.17%	1.59%	1.93%	1.74%	2.26%
Côte-Nord	625	3297	2396	6318	366	6684	1.49%	1.09%	1.64%	1.29%	2.74%
Nouveau-Québec	292	713	677	1682	61	1743	0.70%	0.24%	0.46%	0.34%	0.46%
Gaspésie / Î-de-l-M.	455	1345	1265	3065	250	3315	1.09%	0.44%	0.87%	0.63%	1.87%
Chaudière / App.	1108	8505	4392	14005	581	14586	2.65%	2.81%	3.01%	2.86%	4.35%
Laval	1579	13756	5047	20382	542	20924	3.78%	4.55%	3.46%	4.16%	4.06%
Lanaudière	1783	13639	6799	22221	742	22963	4.26%	4.51%	4.66%	4.53%	5.56%
Laurentides	2092	18012	8791	28895	803	29698	5.00%	5.95%	6.02%	5.89%	6.01%
Montréal	3216	48778	24173	76167	2344	78511	7.69%	16.12%	16.56%	15.53%	17.55%
Total	41812	302562	145955	490329	13353	503682					
Pourcentage du total	8.30%	60.07%	28.98%		2.65%						

Le tableau 8 montre qu'en 1996, seulement 21% des infractions relatives aux drogues étaient enregistrées dans la région de Montréal-Centre (contre 37% de l'ensemble de la criminalité). Une comparaison avec 1993 (tableau 7) tend à montrer que Montréal a perdu de son importance dans le marché des drogues au cours des dernières années. D'autres régions ont une importance plus grande dans le marché de la drogue. Par exemple, la région de Québec ne compte que pour 8,7%

des infractions au Code Criminel compte pour 12,1% des infractions relatives à la drogue. Les infractions relatives à la drogue constituent le groupe de crimes les moins concentrés dans l'espace.

Le tableau 9 propose une description du nombre d'infractions pour différents types de trafic par région administrative en 1996.

Tableau 9:
Nombre de crimes de trafic par région administrative en 1996

	Trafic d'héroïne	Trafic de cocaïne	Trafic d'autres drogues	Trafic de marijuana	Culture de marijuana
Bas-Saint-Laurent	1	21	25	78	15
Sag./Lac-St-Jean	0	65	59	48	15
Québec	3	246	185	223	43
Mauricie / B-francs	1	118	57	147	128
Estrie	1	44	4	74	131
Montréal	81	588	81	232	32
Outaouais	1	93	14	86	38
Abitibi-Témisc.	0	36	11	46	12
Côte-Nord	0	66	38	62	9
Nouveau-Québec	0	10	6	20	1
Gaspésie / Îles-de-la-M.	0	32	1	48	15
Chaudière / App.	0	49	35	154	47
Laval	3	160	18	121	20
Lanaudière	0	67	39	180	113
Laurentides	1	35	32	164	168
Montréal	1	293	94	457	413
Total	93	1923	699	2140	1200
Moyenne	6	120	44	134	75
Écart-type	20	148	46	108	104
Coefficient de variation	3.45	1.24	1.06	0.81	1.39

Les données montrent bien que le type de trafic le plus concentré est celui de l'héroïne avec la presque totalité des infractions commises à Montréal-Centre. Par contre, en ce qui a trait à la marijuana, on peut voir que la Montérégie constitue la région la plus importante (trafic et culture).

Une analyse du nombre d'infractions relatives à la drogue sur le territoire de la Communauté Urbaine de Montréal en 1995 (Ouimet,

Tremblay et Morselli, 1996) nous permet d'isoler les quartiers situés aux deux extrêmes de la distribution. Le tableau 10 présente les résultats.

Tableau 10:
Infractions relatives à la drogue dans les quartiers de Montréal

Quartier:	Nombre
Les 5 quartiers avec le moins d'infractions:	
Côte-St-Luc/Hampstead/Mtl-Ouest	3
Mont-Royal/CDN-N	9
Rivière-des-Prairies	9
Anjou	11
Beaconsfield/Baie-D'Urfé/Kirkland/Ile-Bizard/St-Anne de Bellevue	12
Les 10 quartiers avec le plus d'infractions:	
Émard/Côte-Saint-Paul	75
Verdun-E	78
Outremont/Plateau-Mont-Royal-O	84
Pte-S-Charles/St-Henri/P.-Bourgogne	90
Petite-Patrie-O	95
Hochelaga-Maisonneuve	121
Plateau-Mont-Royal-SE	144
Centre-Sud	154
Ville-Marie-SO	194
Ville-Marie-SE	251

Selon le tableau 10, le nombre d'incidents reliés à la drogue est peu élevé dans plusieurs quartiers de l'Ouest de Montréal (souvent plus favorisés). Les quartiers avec un nombre élevé d'infractions relatives à la drogue ont une des deux caractéristiques suivantes (ou les deux): une population résidente désavantagée économiquement et un niveau d'activité nocturne élevé (bars, clubs). Il faut noter que le secteur Outremont/Plateau-Mont-Royal-Ouest couvre le secteur dit du Mile-End comportant plusieurs restaurants et débits de boisson.

5.2.3 Les données issues des rapports d’événements: les crimes commis

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons d’abord examiné le code d’infraction des délits relatives à la drogue pour l’ensemble du Québec en 1995. Durant l’année 1995, certains codes d’infraction utilisés étaient à quatre chiffres et d’autres à cinq chiffres, le tout variant selon le mois de l’année ou le service de police. Par exemple, le code 4440 désigne la culture de marijuana et les codes 44401 et 44402 désignent respectivement la culture hydroponique et la culture en terre. Le tableau 11 présente les résultats.

Tableau 11:
Infractions relatives à la drogue en 1996

Infraction	Fréquence	Pourcentage
4110 héroïne possession	47	0,46
4120 cocaïne possession	1126	11,15
4130 autre poss. stupéfiant	902	8,93
41301 crack possession	23	0,22
4140 cannabis possession	3270	32,40
4210 héroïne trafic	61	0,60
42101 héroïne possession/trafic	12	0,11
4220 cocaïne trafic	1237	12,25
42201 cocaïne possession/trafic	383	3,79
4230 autre trafic stupéfiants	385	3,81
42301 autre stupéfiants possession/trafic	141	1,39
42302 crack trafic	35	0,34
42303 crack possession/trafic	6	0,06
4240 cannabis trafic	998	9,88
42401 cannabis possession/trafic	544	5,39
4310 héroïne import	3	0,03
4320 cocaïne import	7	0,06
4330 autre import stupéfiant	7	0,06
43301 crack import	1	0,01
4340 cannabis import	27	0,26
4440 cannabis culture	29	0,28
44401 cult.cannabis hydroponique	25	0,24
44402 cult cannabis en terre	550	5,44
4530 fausse ordonnance stupéfiants.	53	0,52
4540 supposition pers. stupéfiants.	19	0,18
5120 drog.us.retr.poss.	93	0,92
5210 drog controlees trafic	17	0,16
52101 drog control.poss.traf.	2	0,02
5220 drog.us.restreint trafic.	27	0,26
52201 drog.us.restr.poss.trafic	19	0,18
5310 pratique médicale négligente	1	0,01
5320 visites multipl.alim.drog.	2	0,02
5330 fausse ordon.alim.drog	17	0,16
5340 supposit.pers.alim.drog.	18	0,17
5410 vente autres drogues	5	0,05
Total	10092	100

Plusieurs infractions ne viennent pas seules. En effet, les policiers peuvent accuser une personne de possession de deux types de substances pour une même arrestation. Le tableau 12 présente le nombre de cas pour lesquels deux substances ont été impliquées.

Tableau 12:

La matrice des drogues

	4110 he- roïne poss	4120 co- caine poss	4130 autre poss. stupef	4140 cannabis poss	4220 coca- ïne traf	4230 autre traf stup	4240 cannabis traf	4330 autr e imp ort stup ef	4340 cannabis imp ort	4440 cannabis culture	4130 cra- ck poss	4210 hero- ïne traf	4220 1 co- caine traf	4230 1 autre stup traf	4230 2 cra- ck traf	4230 3 cra- ck traf	4240 1 cannabis traf	4440 cult.canna- bis hyro- po	4440 2 cult.canna- bis en terre
4110 heroine poss	0	3	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4120 cocaine poss	0	0	30	117	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
4130 autre poss. stupef	0	0	0	51	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
4140 cannabis poss	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	0	0	0	0	0	0	0	3	63
4210 heroine traf	3	0	1	0	7	0	1	0	0	0	0	3	0	0	1	0	0	0	0
4220 cocaine traf	0	35	2	22	0	23	95	1	1	0	0	0	157	1	3	0	11	0	0
4230 autre traf stup	1	3	10	11	0	0	30	1	0	1	0	0	0	35	0	0	5	0	0
4240 cannabis traf	0	2	4	91	0	0	0	0	2	9	0	0	0	0	0	0	155	0	6
5220 drog.us.restreint T	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5410 autres drogues T	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
41301 crack poss	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42101 heroine P/T	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2	0	0
42201 cocaine poss.traf	0	7	1	16	0	1	7	0	0	0	0	0	0	16	0	0	82	1	1
42301 autre stup P/T	0	1	3	3	0	0	5	2	0	0	0	0	0	0	0	0	22	0	0
42302 crack traf	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	3	2	0	0
42303 crack poss.traf	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
42401 cannabis P/T	1	4	2	52	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	18	68
44402 cult cannabis	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0
T52201 drog.us.res. P/T	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	5	55	53	375	7	24	141	4	5	19	1	3	159	53	4	3	279	24	140

La figure 3 présente l’histogramme de la distribution de l’âge des personnes accusées d’avoir commis un délit relatif à la drogue.

Figure 3: La distribution de l’âge des personnes accusées de délits relatifs à la drogue

La distribution d’âge montre que les plus jeunes sont plus souvent accusés de délits de drogue. Par contre, cette distribution est moins fortement asymétrique positive que celle de plusieurs autres délits. Le tableau 13 présente les mêmes résultats sous forme de tableau.

Tableau 13:

Distribution de l’âge des personnes mises en cause pour une affaire de drogues

Âge	Fréquence	Pourcentage
Moins de 18 ans	1696	20,40
18-29 ans	3843	46,22
30-44 ans	2361	28,39
45-59 ans	415	4,99
Total	8315	100
Missing	1777	
Total	10092	

Les données du tableau 13 montrent que 20% des personnes mises en cause sont des mineurs. Le groupe des jeunes adultes, âgés entre

18 et 29 ans, composent presque la moitié des cas (46%). On retrouve une part relativement importante d'adultes âgés entre 30 et 44 ans (28%). Très peu de personnes âgées de 45 ans et plus sont accusés. Il est à noter que les femmes représentent quelques 10,4% de l'ensemble des accusés.

Finalement, les données du système de rapports d'événements nous permettent de nous renseigner sur la valeur des drogues impliquées dans les accusations. Le tableau 14 présente les résultats.

Tableau 14:
Distribution de la valeur des drogues impliquées

Valeur	Fréquence	Pourcentage
\$1 à \$49	1486	35,90
\$50 à \$199	700	16,91
\$200 à \$1999	998	24,11
\$2000 et plus	955	23,07
Total	4139	100
Valeur manquante (ou \$0)	5953	
Total	10092	

Avant d'interpréter les résultats, il importe de mentionner qu'aucune mention n'a été effectuée pour 5,953 cas sur un total de 10,092. Nous ne sommes pas en mesure d'indiquer dans quelle mesure ces cas où un montant n'est pas rapporté équivaut à une valeur de \$0, ou bien si l'information n'a tout simplement pas été rapportée. Le tableau 14 montre qu'un cas sur trois (36%) implique une valeur inférieure à \$50. Ensuite, 17% des cas impliquent un montant variant entre \$50 et \$199, 24% impliquent un montant entre \$200 et \$1999, alors qu'un cas sur quatre (soit 23%) implique un montant égal ou supérieur à \$2000. Pour les données disponibles, on parle d'une moyenne de \$14,765, une médiane à \$153 et un mode à \$1. La somme des montants impliqués pour les 4,139 cas s'élève à \$61,098,496.

5.2.4 Les données issues des rapports d'événements: la consommation d'alcool par le contrevenant

[Retour à la table des matières](#)

Le rapport d'événement comporte une variable qui est susceptible de nous intéresser. En effet, lorsque le policier complète un formulaire d'événement, il peut cocher une case qui indique que l'agresseur semblait sous l'effet de l'alcool ou de la drogue au moment du délit. Cette information ne peut être utilisée pour estimer la proportion des cas dans laquelle les délinquants utilisent de la drogue ou de l'alcool pour commettre leur crime parce que la victime n'a peut-être pas vu l'agresseur, elle n'était pas en mesure de savoir si celui-ci avait bu ou le policier n'a pas cru bon de poser la question. Par contre, nous croyons que cette variable peut-être utile dans une perspective comparative. Nous tenterons de spécifier les conditions dans lesquelles la présence d'alcool ou de drogues est le plus souvent identifiée.

Tableau 15:

La proportion de délits dans lesquels l'agresseur était sous l'effet de l'alcool selon le rapport d'événement

Description:	Suspect aurait consommé de l'alcool	Nombre total d'incidents	Pourcentage
Voie de fait contre un policier/agent de la paix	277	1071	25,86%
Décharger une arme à feu avec intention	8	31	25,81%
Voies de fait agent paix	45	226	19,91%
Aggression armée ou infliction de lésions corporelles (n 2)	671	4166	16,11%
Tentative de meurtre	28	189	14,81%
Voie de fait grave (n 3)	40	310	12,90%
Aggression sexuelle armée	7	56	12,50%
Séquestration	12	100	12,00%
Vol qualifié	94	825	11,39%
Voie de fait (n 1)	1967	18199	10,81%
Infliction illégale de lésions corporelles	24	235	10,21%

Les données du tableau 15 montrent que les délits de violence grave sont ceux pour lesquels l'alcool semble le plus présent. Dans

une agression contre un policier sur quatre, on note la présence d’une mention spécifique de consommation d’alcool de la part de l’agresseur. Des voies de fait ou des agressions sexuelles, les plus graves ont plus souvent une mention à l’effet que l’agresseur avait bu.

Le tableau 16 présente la proportion des cas où l’agresseur aurait consommé de l’alcool selon le lien entre l’agresseur et la victime. Les crimes considérés sont l’ensemble des infractions de violence.

Tableau 16:
*Les agresseurs ayant présumément consommé de l’alcool
selon le lien agresseur-victime*

Lien:	Oui	Total	Pourcentage
Conjoint	507	2650	19,13%
Ex-conjoint	169	1884	8,97%
Parent	48	666	7,21%
Enfant	30	320	9,38%
Autre famille immédiate	75	693	10,82%
Parent éloigné	13	176	7,39%
Ami intime	126	809	15,57%
Relation d'affaire	44	1042	4,22%
Connaissance	442	5734	7,71%
Étranger	610	9050	6,74%
Valeur manquante	202	3015	6,70%
Total	2266	26039	8,70%

La présence d’alcool est le plus souvent signalée dans les cas d’agressions effectuées par un conjoint (19%) ou par un ami intime (16%). Il semble donc que l’alcool joue comme un déclencheur d’hostilité dans les conflits entre proches.

5.3 Les informations issues du système DACOR

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons examiné la banque de données DACOR sur les incarcérations des personnes pour l’année 1996. Pour nos analyses, nous avons sélectionné l’ensemble des personnes qui ont été condamnées à au moins un jour de prison pour un délit de drogue qui se sont trouvés en prison durant l’année 1996. Nous avons ainsi identifié 3,199 cas. Le tableau 17 présente les articles pour lesquels les personnes ont été condamnés.

Tableau 17:
Distribution des articles relatifs à la drogue

Type (article):	Fréquence	Pourcentage
911 Trafic de stupéfiants	874	27,32
912 Possession en vue de trafic	1496	46,76
913 Importation	176	5,50
914 Culture	90	2,81
915-916 Possession simple	563	17,60
Total	3199	100

Les personnes condamnées à au moins un jour de prison en 1996 ont, pour la plupart, commis des gestes de trafic (27%) ou de possession en vue de trafic (47%). Moins de 20% (soit 18%) des condamnations ont été faites pour un crime de possession simple. Notons que les données présentées dans ce tableau excluent les cas de personnes condamnées à une peine de probation, de travaux communautaires ou d’amende sans peine de prison. Le tableau 18 présente la matrice du motif d’inscription et du motif de fin d’inscription pour les personnes condamnées à au moins un jour de prison.

Tableau 18:

Matrice de motif d’inscription et de fin d’inscription

Inscription / Fin d’inscription	Peine purgée	Amende payée, restitution	Libération/probation/caution/sursis	Transfert pénitencier	Évasion, absence illégale	Transfert autre service	Autre	Total
Sentence 2 ans +	1	0	6	45	1	25	0	78
Sentence moins 2 ans	1003	15	463	2	149	361	16	2009
Cause remise/pendante	295	10	174	118	41	36	5	679
Défaut payer amende	251	38	19	2	7	7	1	325
Suspension LC, révocat, retour évasion	5	0	3	0	2	2	0	12
Total	1555	63	665	167	200	431	22	3103

Les données du tableau 18 montrent que 167 personnes ont été transférés au pénitencier après leur séjour au service correctionnel québécois. Dans un cas sur deux, la fin d’inscription est faite après que la peine est purgée. La figure 4 illustre la durée de la sentence pour les cas dont celle-ci varie entre un jour et deux ans moins un jour.

Figure 4:
Distribution de la sentence entre un jour et deux ans moins un jour

Le tableau 19 présente la distribution de toutes les sentences de un jour de prison et plus pour les infractions relatives à la drogue.

Tableau 19:
Distribution des sentences d’emprisonnement

Peine:	Fréquence	Pourcentage
1 à 7 jours	122	3,81
8 à 31 jours	411	12,84
32 à 90 jours	811	25,35
91 à 180	397	12,41
181 à 365	683	21,35
366 à 729	516	16,13
730 et plus	259	8,09
Total	3199	100

Le tableau 19 montre que 17% des personnes condamnées le sont pour une peine de prison d’un mois ou moins. À l’inverse, 16% des condamnés devront purger une peine variant entre un et deux ans de prison, alors que 8% des condamnés devront servir une peine égale ou supérieure à deux ans. Le tableau 20 présente les différences dans les peines selon la nature du crime reproché.

Tableau 20:
La distribution des sentences de prison selon le type de crime

Crime	1 à 7	8 à 31	32 à 90	91 à 180	181 à 365	366 à 729	730 et +	% 2 ans et +	Total
911 Trafic de stupé- fiants	20	100	231	119	186	151	67	7,67%	874
912 Possession en vue de trafic	29	112	395	176	402	270	112	7,49%	1496
913 Importation	2		6	5	40	63	60	34,09%	176
914 Culture	2	16	33	20	13	5	1	1,11%	90
915 Possession simple	69	183	146	77	42	27	19	3,37%	563
Total	122	411	811	397	683	516	259	8,10%	3199

Les résultats du tableau 20 montrent que la sévérité de la sanction imposée dépend étroitement de la nature du crime reproché. Par exemple, 34% des personnes condamnées d'importation reçoivent une peine de pénitencier comparativement à 3% des cas de possession simple.

Références

[Retour à la table des matières](#)

DGSP, (1996). Statistiques 1995: Violence conjugale. Ministère de la sécurité publique, Gouvernement du Québec.

Ouimet Marc et Pierre Tremblay (1993). *Commentaire sur l'état de la criminalité*, In: DGSP, Statistiques 1992: Criminalité et application des règlements de la circulation, Québec 1992. Ministère de la sécurité publique, Gouvernement du Québec.

Ouimet Marc Pierre Tremblay et Carlo Morselli (1996). Analyse stratégique des facteurs sociaux, économiques et démographiques qui façonnent l'environnement du SPCUM. Rapport final de recherche. École de criminologie, Université de Montréal.

Rinfret-Raynor Maryse, 1994. La guerre des chiffres. CRIVIF, Université de Montréal.

Sacco, Vince et Holly Johnson (1990). Profil de la victimisation au Canada. Enquête sociale générale. Ottawa: Statistique Canada.

Statistique Canada (1994). La victimisation des canadiens. Enquête sociale générale. Bulletin Juristat.

Statistique Canada (1993) *L'enquête sur la violence faite aux femmes: Faits saillants*. Le Qotidien, Catalogue 11-001F, publié le 18 novembre 1993.

St-Yves Michel, Marc Ouimet, Jean Proulx, Christine Perreault, Luc Granger, André McKibben, Jacques Bigras, Tony Brien, Bruno Pellerin et Jean-Pierre Guay (1998). *Profil descriptif d'un échantillon d'agresseurs sexuels incarcérés au Québec entre mars 1995 et septembre 1996*. Forum.

Fin du texte